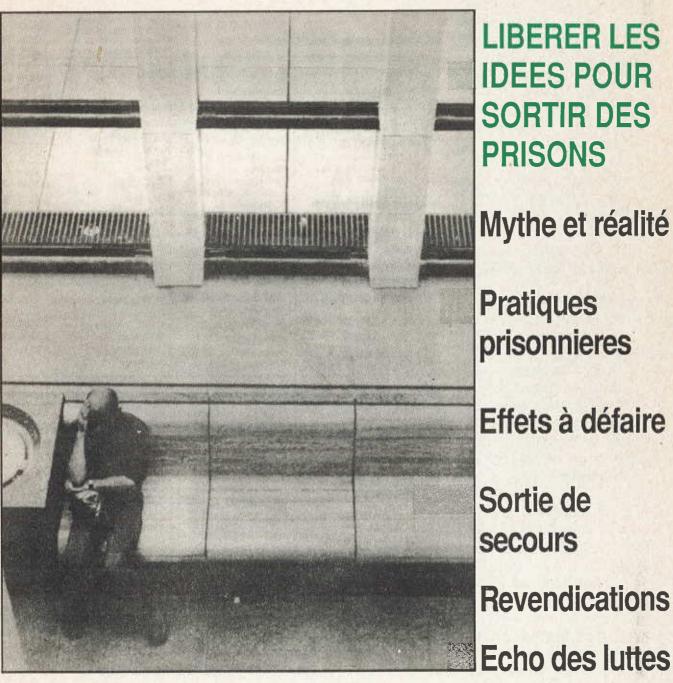


## PAROLES ET PRATIQUES SOCIALES



La revue des travailleurs sociaux - numéro spécial n° 26 ,30F.



Bimestriel numéro spécial edité en collaboration avec la revue OTAGES Loi 1901, J.O. du 11.04.82

8, impasse des trois sœurs 75011 PARIS Tél.: 16 (1) 46 70 86 05

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Hugues BAZIN

COMPOSITION ET MAQUETTE Egide Développement 23, rue Mathurins 75008 PARIS Tél.: (1) 42 65 23 22

> IMPRIMERIE ID Graphique 5, rue Mayran 75009 PARIS Tél.: 42 47 76 80

SERVICE PUBLICITE
Catherine BOULENGER

COMITE DE REDACTION
Eric AUGER
Hugues BAZIN
Catherine BOULENGER
Patrick FREHAUT
Jean-Marie GALLET
Nelly GAUGAIN
Michel TALEGHANI
Daniel TARTIER
Catherine VERDENAUD
Raymond CURIE

Aquitaine Sylvie CATONA Philippe BOURGLAND

> Poitou-Charentes Danielle PETIT

Reproduction des articles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et adresse

CPPAP 64819-ISSN 0754.8761 Dépôt légal troisième trimestre 1988

### SOMMAIRE

#### MYTHE ET REALITE

2

De la prison au contrôle social parJacques LESAGE DE LA HAYE, Psychologue, chargé de cours à Paris VIII

Démocratie carcérale : Point de repère Par Pierre TOURNIER, Ingénieur de recherche au CNRS

Logique étrange Par Dominique LEMAIRE, Revue OTAGES

#### PRATIQUES PRISONNIERES

14

Le parloir familial et conjugal par Jacques LESAGE DE LA HAYE, Psychologue, chargé de cours à Paris VIII

Exploitation d'un canal de télévision interne à la prison de Fresnes par Raymond CURIE, Educateur en Prévéntion spécialisée

L'expérience de Turin par Raymond CURIE, Educateur en Prévéntion spécialisée

#### EFFETS A DEFAIRE

16

Quels remèdes? par Dominique LEMAIRE, Revue OTAGES
Etre détenu aujourd'hui par OUNA, Médecin, Arthérapeute en milieu carcéral
La récidive et sa mesure par Pierre TOURNIER, Ingénieur de recherches au CNRS
Interview de Mme JARNOT-SALEM, Juge des enfants au Tribunal de Nanterre
(92), par Patrick FREHAUT, Educateur de l'Education surveillée

#### SORTIE DE SECOURS

24

Vivre ou survivre, interview de Oudina WESTPAL, Assistante Sociale au Comité de probation de Paris, par Marcelino BARAHONA, Assistant Social Le D 49.1: Mise sous écrou par Danièle PETIT, Assistante Sociale au Comité de probation de Poitiers

#### REVENDICATION

28

#### **ECHO DES LUTTES**

31

#### **BIBLIOGRAPHIE**

33

#### **INFORMATION AUX LECTEURS DE PEPS**

Pour des raisons financières liées à la faible diffusion en été, le conseil d'administration de l'association Paroles Et Pratiques Sociales a décidé de supprimer le numéro de juillet-aout 88 de la revue PEPS.

L'abonnement annuel (125 Frs Individuel, 180 Frs Institutionnel) reste évidemment sur 6 numéros et couvrira donc une période de 14 mois.

## **OBSCURANTISME**

La gégène est passée de mode. Cette forme barbare de production électrique est laissée aux sociétés peu démocratiques, mal dégrossies. Une société développée devait se donner des moyens de torture raffinés.

Imaginons. Une nuit sans lune, un tunnel plongé dans le brouillard, oui rien de plus noir... La non-communication dans sa plus pure et implacable réalité où nuit et brouillard font se rejoindre les deux extrêmes de la logique d'une société de consommation libérale poussée à son paroxysme.

Cela peut être les caissons d'isolement sensoriel, le dernier luxe arrivé sur le marché après le walk man et les lunettes noires, comble du nihilisme où la liberté proclamée s'emprisonne ellemême

De l'autre côté de l'ombre, cela peut être les Q.H.S. bien connus dans nos prisons, rebaptisés (Q.I., Quartiers d'Isolement) afin d'étouffer une publicité un peu gênante.

"Il faut sortir du tunnel". Mr Arpaillange croyait que les phrases politiques devaient être appliquées à la lettre. Il a simplement dit que maintenir les Q.I., prison dans la prison, était un fâcheux dérapage puisque légalement il n'y a pas de différenciation dans le statut des détenus.

M. Rocard qui n'aime pas du tout l'isolement politique lui a rappelé les exigences de l'ouverture. Ainsi la non-communication peut elle être partagée jusqu'aux plus hautes structures de l'état. Fermez la parenthèse.

La première réaction saine face à l'obscurantisme est de se scandaliser face à l'énorme gâchis principalement humain mais aussi social et économique que représente la détention de dizaines de milliers de personnes ; auquel il faut ajouter le coût du traitement social à la sortie de prison afin de soigner sans jamais y arriver totalement les blessures causées par ladite détention.

Ce numéro spécial de PEPS réalisé en collaboration avec la

revue OTAGES ne manque pas de battre en brèche les idées reçues et les lieux communs.

Cependant, s'attaquer à la logique de l'enfermement, versant de l'ombre de la logique sécuritaire est un travail de longue haleine. Le cercle infernal est bien implanté dans les mentalités, les discours et les actes où prime la démagogie plutôt qu'une politique courageuse.

Tous les indicateurs sont aux rouges. Les prisons surchauffées s'enflamment régulièrement. Mais rien ne pourra évoluer tant que l'univers carcéral sera compris comme un purgatoire sans retour possible à la vie terrestre, "A world apart", un monde ségrégué sans emprise sur la réalité sociale et économique, sur la vie simplement. C'est le principe de l'enfermement : évacuer les problèmes en les bétonnant. On va construire de nouvelles prisons comme on creuse un dépôt de déchets nucléaires : quand ça ne se voit pas, ça n'existe pas.

Aussi ce numéro spécial est conçu comme une interpellation qui prend la forme d'un cri à travers le témoignage de détenus.

Isolement sensoriel, non-communication, humiliation, les qualificatifs de la non-existence du détenu sont aussi les formes d'une déshumanisation de la société "évoluée". Les murs s'étendent bien au delà du périmètre de la prison.

Les différents aspects de l'isolement touche aussi le travail social. Briser ses murs et dresser des ponts entre le travailleur social et le social avec lequel il travaille, c'est aussi le but des revues PEPS et OTAGES, de ce numéro. Prendre la parole et la donner, trouver un langage, construire une pensée constituent les meilleurs moyens de n'être pas les simples exécutants d'une politique ou d'une directive, d'influencer les mesures préventives, curatives et répressives dont la prison représente l'échec flagrant.

**Hugues BAZIN** 

# DE LA PRISON AU CONTROLE SOCIAL

A quoi sert vralment la prison ? A quand remonte-telle ?

Dans l'Antiquité, avec les moyens dont disposaient l'homme, il était difficile d'enfermer les gêneurs. Il n'existait guère que la mise à mort ou le bannissement. Est-ce la succession e l'Age de Pierre et de l'Age de Fer qui a permis l'édification de la première prison ? En d'autres termes, avons-nous eu l'idée d'enfermer, plutôt que de tuer ou de bannir, seulement lorsque nous en avons eu les moyens ?

En France, dès la fin du Moyen Age, l'Eglise et le corps médical se sont réunis pour trouver des moyens d'enrayer la marginalité. C'est le début du grand Enfermement avec les léproseries et les maladreries. Il est vrai que Paris était devenu un repaire de mendiants, de voleurs, de pierreuses et de tire-laine, de même que les campagnes étaient terrorisées par les chauffeurs, les coupejarret et les bandits de grand chemin. Des mesures s'imposaient pour la protection du bon peuple et des bourgeois.

A l'époque, régnait la plus grande confusion. Les voleurs, les malades mentaux, les lépreux et les prostituées étaient mélangés. L'Etat les parquait dans de véritables dépotoirs.

Mais il traitait de façon particulière certains délinquants. Les mauvais payeurs, les dettiers et les opposants politiques étaient enfermés à la Bastille. Parmi eux, beaucoup étaient issus de la noblesse et de la bourgeoisie. Ceux qui avaient eu le tort de déplaire au Roi ou à ses éminents serviteurs étaient condamnés à passer plusieurs années dans les oubliettes des châteaux forts ou des ilôts rocheux les plus éloignés. Ils y finissaient parfois leurs jours.

Mais pire était la condition de ceux qui s'entassaient dans les diverses "maisons" de l'Etat. Jetés dans la pire promiscuité, sans air, mourant de faim, atteints de toutes les maladies et laissés pratiquement sans soin, ils succombaient à de terribles épidémies. Même s'ils souffraient de froid, de l'immobilité à cause des fers, de la faim, de la soif et de la saleté, les opposants et prisonniers politiques ne connaissaient pas d'aussi

mauvaises conditions d'hygiène.

Le seul impératif était de retirer du circuit les fous et les voleurs. La question de les traiter humainement ne se posait même pas. Le fait qu'ils mouraient par fournée ne semble pas avoir posé le moindre problème moral à la médecine et au clergé.

La vocation des prêtres était de garder les malades et assimilés dans leurs hospices ou hôpitaux, tel l'Hôtel Dieu, la Pitié ou Saint Louis. Mais ils avaient aussi pour tâche d'édifier leurs pensionnaires dans un contexte général de foi, d'aliénation au pouvoir et superstition profonde. Bien entendu, leurs efforts étaient la plupart du temps voués à l'échec. Ceux dont ils avaient la charge vivaient dans la plus complète misère sociale et économique.

Dès le début du XVIIème siècle, Vincent de Paul s'était préoccupé du sort des galériens, des enfants trouvés et des paysans ignorants. Certains criminels étaient condamnés aux galères. Ils devaient ramer sur des navires de guerre du Roi. C'était d'autant plus épuisant et douloureux que les gardes-chiourmes les rouaient de coups de triques.

A la fin du siècle, les galères avaient disparu, grâce à Vincent de Paul. Dès cette époque, deux courants se dessinaient en matière de traitement des déviants. La religion prépondérante et mettait en avant des idées de pardon et de charité. La science prenait de l'importance et y développait les concepts de maladie et de médecine. Nous assistons alors à un début d'humanisation des conditions d'enfermement et à une volonté de soigner, voire de guérir ceux qui ont été diagnostiqués malades.

Cette évolution s'accentue au cours du XVIIIème siècle. En même temps, les autorités se rendent compte des inconvénients de la promiscuité. Il apparaît souhaitable de séparer les déviants en catégories précises et donc de les classer dans des établissements distincts.

La morale s'empare de ceux que la

société rejette. Il est nécessaire de les corriger, de les redresser, bref de les punir et de les guérir. Les délinquants et les criminels iront en prison. Pour les malades, ce sera l'hôpital. C'est l'ère de la punition morale. Le voleur n'est plus roué, ni fouetté, ni décapité. Il est condamné à l'enfermement et au travail forcé.

En 1756, Beccaria écrit dans "Des délits et des peines": "Qui ne frissonne pas d'horreur en voyant dans l'histoire tant de tourments affreux et inutiles, inventés et employés froidement par des monstres qui se donneraient le nom de sages? Les cris d'un malheureux dans les tourments peuvent-ils retirer du sein du passé qui ne revient plus une action déjà commise?"

Et, en 1789, la Chancellerie décrête que : "Les peines soient modérées et proportionnées aux délits, que celle de mort ne soit plus décernée que contre les coupables assassins et que les supplices qui révoltent l'humanité soient abolis".

Il n'est donc plus question de soumettre un présumé coupable à la question. Les tortures ne sauraient plus être tolérées. par contre, subsiste la peine de mort. C'est le châtiment suprême. Mais elle n'est plus appliquée pour des raisons religieuses ou morales, comme sous l'Inquisition. C'est la sanction des criminels d'exception. L'exécution a valeur d'exemple. Elle doit terroriser l'homme de la rue et dissuader le velléitaire.

Nous savons à seul point elle a échoué sur ce point. Sans doute existe-t-il toujours un immense effroi devant le spectre de la peine capitale. Mais la guillotine et le gibet n'ont jamais fait disparaître le crime. Bien au contraire, une fascination morbide attire les foules frémissantes vers les lieux de pendaison ou de décollation. Qui ne connaît pas l'anecdote relative à ces femmes trempant leur mouchoir dans le sang des guillotinés ? Cela paraît-il, portait chance...

Dans un semblable esprit, certains individus, attirés par le halo trouble de la

### 

guillotine, ont commis les pires crimes, afin de connaître la jouissance ambiguë de la terreur, de la douleur et de la mort.

La mise à mort se raréfie. La justice s'adoucit, mais la criminalité régresse, alors que la délinquance augmente. Il est clair que les peines spectaculaires ne servent, sur le fond, à rien.

Une évidente sensibilité se manifeste depuis la révolution de 1789 et ce n'est pas la Terreur qui va inverser ce mouvement historique. Nous arrivons à ce que Michel Foucault appelle "la douceur des peines". Toute une série de concepts vont servir de lignes directrices dans le traitement de ceux qui ont enfreint la loi : l'isolement, la coercition, l'amendement par le travail, la discipline, les punitions, la surveillance permanente (le panoptique de Jeremy Bentham) la modulation de la peine.

Tout comme aujourd'hui, ceux qui se sont rendus coupables de simples délits sont condamnés à des courtes peines vont dans les maisons d'arrêt. Ceux qui ont commis des crimes effectuent de longues peines dans des maisons de force, actuellement appelées centre de détention ou maisons centrales.

Paradoxalement, ainsi que le note Foucault: "La prison, pièce essentielle dans la panoplie punitive, marque à coup sûr un moment important dans l'histoire de la justice pénale: son accès à "I'humanité" (Surveiller et punir p. 233). Mais notre réflexion ne doit pas s'arrêter là. Alexis de Tocqueville écrit, en 1845, dans son rapport à la Chambre des

Députés : "Il existe en ce moment parmi nous une société organisée de criminels... Ils forment une petite nation au sein de la Grande. Presque tous ces hommes se sont connus dans les prisons et s'y retrouvent. C'est cette société dont il s'agit aujourd'hui de disperser les membres " Cette analyse n'a pas vieilli au sein du monde politique. A la même époque, "La Ruche populaire" dénonce : "Pendant que la misère jonche vos pavés de cadavres, vos prisons de voleurs et d'assassins, que voit-on de la part des escrocs du grand monde? ...les exemples les plus corrupteurs, le cynisme le plus révoltant, le brigandage le plus éhonté... Ne craignez-vous pas que le pauvre que l'on traduit sur les bancs des criminels pour avoir arraché un morceau de pain à travers les barreaux d'une boulangerie, ne s'indigne pas assez, quelque jour, pour démolir pierre à pierre la Bourse, un antre sauvage où l'on vole impunément les trésors de l'Etat, la fortune des familles."(N° de novembre 1842).

La prison enferme sans doute les délinquants et les criminels. Mais elle espère dissuader les divers marginaux susceptibles de reprendre conscience de l'injustice sociale. Elle fait partie de l'appareil d'Etat Justice. Elle s'articule étroitement avec l'Intérieur, la Police et l'Armée. C'est un instrument-clef du pouvoir.

Elle s'inspire de l'esprit panoptique et, l'étend à toute la société qu'elle truffe de mécanismes de surveillance. Foucault remarque : "La prison est à replacer au point où se fait la torsion du pouvoir codifié de punir, en un pouvoir disciplinaire de surveiller" (Surveiller et punir, p. 225).

De la dissuasion, nous passons à la normalisation. Avec l'informatique et ses fichiers, le sujet, qu'il soit politique ou de droit commun, ne peut plus passer à travers les mailles du filet.

Si, d'aventure ; il se terre, en attendant son heure, il n'a guère de chance de parvenir à se fins, délinquance ou subversion, en raison du débarquement d'une armada de choc : les éducateurs, psychologues, sociologues, psychiatres, assistantes sociales et autres travailleurs de la cité sécuritaire.

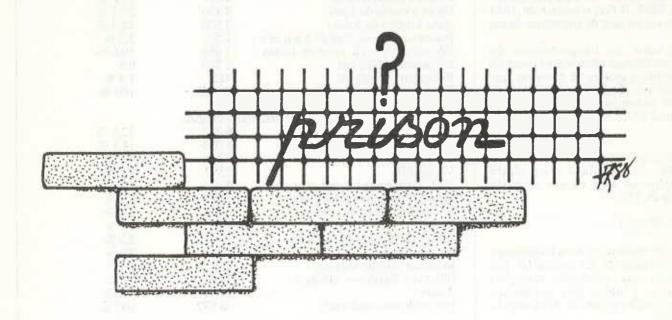
Le système de surveillance devient une tour de contrôle étatique, informatique et médico-psycho pédagogique. La prison est appelée à disparaître. En attendant, elle n'est plus qu'un élément dans l'arsenal répressif des sociétés libérales et social-démocratiques.

Les médecins, les psychologues, les infirmiers et les éducateurs sont les futurs gardiens de l'ordre établi du troisième millénaire.

#### Jacques Lesage de la Haye

Psychologue au Centre Hospitalier Spécialisé de Ville-Evrard et Chargé de cours à l'Université de Paris VIII, St Denis.

Il a publié notamment "La Machine à fabriquer les délinquants" (Editions Lesage de la Haye, 2ème Edition, 1983) et "Le chat et le Renard" (Les Lettres Libres, 1985)



DEMOGRAPHIE CARCERALE : POINTS DE REPERE

## UNE CROISSANCE DE PLUS DE 25% EN SEPT ANS

En augmentation continue depuis 1975, la population carcérale métropolitaine avait vu son effectif diminuer fortement en 1981 du fait des mesures prises à la suite de l'élection présidentielle - grâce collective du 14 juillet et amnistie du 4 août.

Le nombre de détenus était ainsi passé de 41 131 à 29 723 entre le 1er Avril et

le 1er Septembre 1981.

Mais la croissance devait reprendre selon un rythme encore plus rapide qu'auparavant : 14,0 % en 1982, 11,7 % en 1983, 11,1 % en 1984. Ainsi, en Avril 1984, la population carcérale métropolitaine retrouvait le maximum atteint en 1981.

La mise en application, à compter du 1er Janvier 1985, de la loi du 9 Juillet 1984 tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire ainsi que la grâce collective du 14 Juillet 1985 ont produit une légère diminution du nombre de détenus en 1985 (42 616 au 1er janvier 1986 contre 42 943 un an avant). Mais on devait retrouver, en 1986, une croissance voisine de celle des années 1982-1984 de 11,9 % - pente d'environ 5 000 détenus de plus par an.

En revanche, on a assisté en 1987 à un ralentissement très net de la croissance (3,4 % pente d'environ 1 600 détenus de plus par an). Si l'on met à part les années 1981 et 1985, il faut remonter en 1978 pour trouver un taux de croissance de cet ordre.

Il est à noter que l'augmentation du nombre de détenus observée au cours de deux dernières années ne concerne que les condamnés (21,5 % en 1986, 11,5 % en 1987), le nombre des prévenus ayant lui diminué (+2,2 % en 1986, -6,3 % en 1987).

Globalement, entre le 1.1.1981 et le 1.1.1988, la population carcérale métropolitaine aura vu ses effectifs croître de 26,7 %.

#### QUI SONT-ILS?

Les données présentées dans les tableaux 1 et 2 permettent de connaître les principales caractéristiques démographiques et pénales des personnes détenues dans les prisons de la métropole le 1.1.1988.

#### Tableau 1. Situation au 1.1.1988 (métropole)

| Population carcérale :   | 49 328        |
|--------------------------|---------------|
| Hommes:                  | 47 253        |
| Femmes:                  | 2 075         |
| Taux de féminité:        | 4,2 %         |
| Moins de 16 ans :        | 47 0,1 %      |
| 16 à moins de 18 ans :   | 769 1,6 %     |
| 18 à moins de 21 ans :   | 5647 11,4 %   |
| 21 à moins de 25 ans :   | 10 962 23,6 % |
| 25 à moins de 30 ans :   | 11 657 23,6 % |
| 30 à moins de 40 ans     | 12 374 25,5 % |
| 40 à moins de 50 ans :   | 5 373 10,9 %  |
| 50 à moins de 60 ans :   | 1 984 4,0 %   |
| 60 ans et plus :         | 515 1,1 %     |
| Français:                | 36 087        |
| Etrangers:               | 13 241        |
| Proportion d'étrangers : | 26,8 %        |
| Prévenus:                | 20 251        |
|                          |               |

## Tableau 2. CONDAMNES: Situation au 1.1.1988 (métropole)

| Peine prononcée                        | en cours d'exé | cution |
|--|----------------|--------|
| Moins de 3 mois :                      | 1 720          | 5.9 %  |
| 3 mois à moins de 6 mois :             | 3 275          | 11,3 % |
| 6 mois à moins d'un an :               | 4 499          | 15,6 % |
| Un an à moins de 3 ans :               | 8 120          | 28,1 % |
| 3 ans à moins de 5 ans :               | 3 560          | 12,3 % |
| Peines correctionnelles de 5 ans et +: | 1 502          | 5,2 %  |
| Réclusion : 5 ans à moins de 10 ans :  | 3 058          | 10,6 % |
| Réclusion: 10-20 ans:                  | 2 783          | 9,6    |
| Réclusion : perpétuité :               | 415            | 1,4 %  |
| Ensemble des condamnés                 | 28 932         | 100 %  |

| Ensemble des condamnes             | 20 932         | 100 %  |
|------------------------------------|----------------|--------|
| Infract                            | ion principale |        |
| Vol:                               | 9 287          | 32,4 % |
| Infraction législation-stupéfiants | 4 083          | 14,1 % |
| Meurtre, assassinat, parricide:    | 2 853          | 9,9 %  |
| Vol qualifié                       | 2350           | 8,1 %  |
| Viol, attentat aux moeurs:         | 2 071          | 7,2 %  |
| Coups et blessures volontaires :   | 1 423          | 4,9 %  |
| Escroquerie, abus de confiance :   | 918            | 3,2 %  |
| Recel:                             | 773            | 2,7 %  |
| Infraction législation-étrangers   | 678            | 2,3 %  |
| Proxénétisme :                     | 636            | 2,2 %  |
| Infraction d'ordre militaire :     | 618            | 2,1 %  |
| Infraction législation-chèques:    | 551            | 1,9 %  |
| Autres:                            | 2 691          | 9,0 %  |
| Ensemble des condamnés :           | 28 932         | 100 %  |

UN TAUX DE DETENTION PARMI LES PLUS ELEVES EN EUROPE DE L'OUEST...

A titre de comparaison, au 1er février 1988, le taux de détention moyen des Etats membres du Conseil de l'Europe nombre de personnes détenues rapporté au nombre d'habitants- est de 67 détenus pour 100 000 habitants. Avec un taux de 91,3 pour 100 000 (92,0 avec les DOM), la France se situe au quatrième rang des Etats membres (Tableau 3). Elle vient après le Royaume-Uni (98,2) mais avant la République Fédérale d'Allemagne (86,7), l'Espagne (69,2) et l'Italie (62,0). La population française se distingue aussi par l'importance du "taux de détention provisoire" (nombre de détenus n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation définitive rapporté au nombre d'habitants).

PLUS DE 90 000 INCARCERATION PAR AN

...On a enregistré, en 1987, 90 697 incarcérations en métropole. Ce nombre

était de 87 906 en 1986 et de 82 917 en 1985.

A partir des données de 1985, on constate que les femmes ne représentent que 5,4% des entrants. 49 % des personnes incarcérées ont moins de 25 ans, 70 % moins de 30 ans. Les 3/4 sont célibataires. La proportion d'étrangers est de 27,8 %. 53 % d'entre eux sont originaires du Maghreb, 21 % d'Europe et 17 % d'Afrique noire.

La proportion d'illettrés est de 12 % - 32 % chez les étrangers. 13 % ont fait de études secondaire, 2 % des études supérieures.

Les données produites par l'Administration pénitentiaire sur la catégorie socio-professionnelle des entrants en prison sont peu fiables. Cette variable est construite à l'aide d'un simple intitulé de profession recueilli par le greffe, au moment de l'écrou, à partir des renseignements souvent imprécis fournis par la personne écrouée. La distribution ainsi obtenue donne 43 % de "sans profession" et 34 % d'ouvriers.

Pour 100 incarcérations, on compte principalement 79 mise en détention provisoire et 16 mise à exécution d'une condamnation. Quelle est la nature juridique des faits à l'origine de ces incarcérations? Pour 93 % des cas, il s'agit d'un délit: principalement de vol (52,4 % des délits), trafic de stupéfiants (8,1 %), police des étrangers (6,6 %), coups et blessures volontaires (6,3 %), recel (4,3 %), escroquerie (1,8 %).

#### **DUREE DE DETENTION**

La durée moyenne de détention est de 6,4 mois en 1987 (métropole). Cette durée n'était que d 4,6 mois en 1980. Parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe, trois pays seulement ont des durées moyennes de détention plus élevées (Luxembourg, République Fédérale d'Allemagne, Portugal).

De façon générale, on constate, au niveau européen, que la durée de détention plutôt que la fréquence des incarcérations détermine l'ampleur des taux de détention. Ainsi, à l'exception du

Tableau 3. Population pénitentiaire des Etats membres du Conseil de l'Europe : 1.2. 1988

|             | Total de la population carcérale | Taux détention<br>P. 100 000 habitants | Taux de détention<br>provisoire<br>P. 100 000 hab. |
|-------------|----------------------------------|--|--|
| Autriche    | 7 297                            | 96,0                                   | 21,8   |
| Belgique    | 6 951                            | 70,5                                   | 37,8   |
| Chypre      | 235                              | 42,0                                   | 3,4  |
| Danemark    | 3 515                            | 69,0                                   | 18,6   |
| France      | 52 494                           | 92,0                                   | 38,0   |
| R.F.A       | 53 039                           | 86,7                                   | 19,6   |
| Grèce       | 4 178                            | 42,9                                   | 10,6   |
| Irlande     | 1 973                            | 56,0                                   | 4,2  |
| Islande     | 102                              | 41,3                                   | 5,7  |
| Italie      | 35 589                           | 62,0                                   | 33,8   |
| Luxembourg  | 382 1                            | 03,4                                   | 39,0   |
| Malte       | 68                               | 19,7                                   | 15,9   |
| Pays-bas    | 5 291                            | 36,0                                   | 13,9   |
| Norvège     | 1 951                            | 47,0                                   | 10,5   |
| Portugal    | 8 222                            | 84,0                                   | 32,7   |
| Espagne     | 27 793                           | 69,2                                   | 29,7   |
| Suède       | 5 150                            | 61,0                                   | 12,4   |
| Suisse      | 4 968                            | 77,6                                   | 21,0   |
| Turquie     | 50 160                           | 90,2                                   | 33,1   |
| Royaume-Uni | 55 729                           | 98,2                                   | 21,8   |

#### Tableau 4. Flux de 1987 (métropole)`

| Entrées :                          | 90 697 |
|------------------------------------|--------|
| Prévenus:                          | 65 181 |
| Condamnés:                         | 24 764 |
| Dettiers:                          | 752    |
| Proportion de prévenus (%):        | 71,9   |
| Sorties:                           | 89 063 |
| Solde (accroissement sur l'année): | 1 634  |
|                                    |        |

#### Tableau 5. Durées moyennes de détention (mois) en 1986 dans les Etats membres du Conseil de l'Europe

| Belgique    | 3,7 |
|-------------|-----|
| Malte       | 5,3 |
| Chypre      | 4,1 |
| Norvège     | 0,8 |
| France      | 6,3 |
| Pays-Bas    | 2,4 |
| Irlande     | 3.0 |
| Portugal    | 9,0 |
| Islande     | 2,8 |
| R.F.A.      | 6,9 |
| Italie      | 5,5 |
| Royaume-Uni | 3,3 |
| Luxembourg  | 7,2 |
| Turquie     | 5,3 |

# Tableau 6. Répartition des entrants de 1983 selon la durée de détention :

| 1 jour - 15 jours: | 17,3%  |
|--------------------|--------|
| 15 jours - 1 mois: | 11,8 % |
| 1 mois - 2 mois:   | 14,0 % |
| 2 mois - 3 mois:   | 15,9 % |
| 3 mois - 6 mois:   | 19,3 % |
| 6 mois - 1 an      | 9,7 %  |
| 1 an et plus :     | 12,0 % |
| Ensemble           | 100 %  |
|                    |        |

Royaume-Uni, les pays - comme la France - dont le taux de détention est supérieur à 75 détenus pour 100 000 doivent cette situation à la longueur des durées de détention - plus de 5 mois - plutôt qu'à l'importance des entrées dont le nombre, en valeur relative, est inférieur à la moyenne européenne.

Nous avons pu, pour la France calculer sur un échantillon d'entrants de 1983 la répartition des durées de détention autour de cette moyenne (BARRE et TOURNIER, 1987):

Ainsi 25 % des entrants ont été libérés dans un délai de 3 semaines, 50 % dans un délai de 2 mois et 1/2 (il s'agit de la médiane de la distribution), 75 % dans un délai de 5 mois, 90 % dans un délai de 14 mois.

#### L'EFFET DES GRACES ET DE L'AMNISTIE DE JUIN-JUILLET 1988

Selon les dernières statistiques établies par la Direction de l'Administration pénitentiaire, l'effectif de la population carcérale métropolitaine s'élève, au 1er Septembre 1988, à 44 912 détenus. A cette date, la proportion de prévenus est de 44,4 % - détenus n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation définitive. Le nombre de personnes détenues en métropole avait atteint un niveau record en Avril 1988 - près de 52 500.

par décret du 17 Juin 1988, le Président de la République a accordé une remise exceptionnelle de peine aux personnes condamnées à une peine temporaire privative de liberté. Cette grâce concernait les condamnés détenus ou non détenus, dont les peines avaient été prononcées au plus tard le 20 Juin 1988 et étaient exécutoires avant le 1er Juillet. Etaient exclus du bénéfice de cette mesure les auteurs de certaines infractions particulièrement graves : par exemple, violences envers les représentants de la force publique ou les personnels pénitentiaires, trafics de stupéfiants, infractions liées à une activité terroriste...

Pour les condamnés détenus à la date du 20 Juin 1988, la remise était de 7 jours par mois ou fraction de mois restant à exécuter, dans la limite de 4 mois de grâce au maximum

grâce au maximum.

Pour les condamnés dont les peines n'avaient pas été ramenées à exécution à cette même date, la remise était d'un mois.

Aux effets des grâces collectives sont venus se combiner ceux de la loi d'amnistie du 20 Juillet 1988. Le législateur a fixé à quatre mois d'emprisonnement ferme et à douze mois d'emprisonnement avec sursis la durée des sanctions amnistiées. 22 cas d'exclusion ont été par ailleurs retenus : en particulier infractions liées au terrorisme, certaines infractions en matière de sécurité routière - conduites en état d'ivresse, homicide ou blessures involontaires... -, certaines infractions à la législation du travail,

Rappelons que les seuils retenus dans la loi du 16 Juillet 1974 étaient de 3 mois ferme et d'un an avec sursis et dans la loi du 4 Août 1981 de 6 mois ferme et de 15

mois avec sursis.

Ainsi, les mesures de clémence accordées à la suite de l'élection présidentielle ont eu pour conséquence de faire baisser le nombre de détenus de près de 7 000 en deux mois (-13,7 %). les précédentes lois d'amnistie, 30 Juin 1969, 16 Juillet 1974, 4 Août 1981 avaient respectivement fait chuter la population carcérale de 11,7 %, 13,9 %, 26,7 % entre le 1er Juin et le 1er Septembre de l'année considérée.

Malgré cette baisse importante, le nombre de détenus reste très supérieur au nombre de places disponibles (34 099 places recensées pour la métropole au 1.8.1988); le taux d'occupation actuel est ainsi de l'ordre de 130 détenus pour 100 places.

#### Pierre TOURNIER Ingénieur de recherches au CNRS

Pour en savoir plus:

- BARRE M.D. et TOURNIER P., coll. LECONTE B., Recherche sur le temps carcéral: observation suivie d'une cohorte d'entrants/premiers résultats, Journées de valorisation des recherches pénitentiaires, Ministère de la Justice, Paris, 1987.

- LECONTE B., TOURNIER P., Contribution à la connaissance de la population des personnes incarcérées en France, "1968-1980", actualisation des données sur la période 1981-1988, Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et Documents n°37, 1988.

- AUBUSOON de CAVARLAY B. et TOURNIER P., "La sur-représentation des étranger dans les statistiques pénales : quelques observation", Revue Plein Droit, Septembre 1988.

- TOURNIER P., "Statistiques sur les populations carcérales dans les États membres du Conseil de l'Europe", Conseil de l'Europe, Bulletin d'information pénitentiaire, 1988, 11.

## Témoignage : LA PRISON, C'EST...

La prison, c'est arriver à Fresnes pour y être un matricule, dans une usine où gisent 2 500 hommes. C'est arriver face à ce long couloir, au parquet ciré, coupé par des grilles, où le regard ne touche pas le bout.

- La prison, c'est avoir à supporter la mythomanie des autres, c'est avoir à revivre leurs hauts faits, c'est avoir à écouter les phantasmes, les inventions, les délires des autres. C'est devoir consoler un pauvre con qui vient de prendre des années pour rien ou si peu !... C'est avoir à côtoyer les violeurs de petites filles, de petits garçons, de vieilles femmes. Les curés et les flics marrons, les notaires hautains, les docteurs honteux, les vieux voyous, devenus moutons ou pédés !... Les hypocrites prêts à saisir vos paroles pour les écrire au procureur, au juge, aux flics, à la direction.

 - La prison, c'est lutter à toute force contre sa solitude, contre ses propres pensées, contre le système, contre les autres, contre les matons, car si la lutte cesse, c'est fini, ils ont tout gagné et font ensuite ce que bon leur semble sans rencontrer de résistance.

- La prison, c'est bouffer du pain sec si le mandat n'est pas arrivé, si il n'y a pas de boulot, si la gamelle est dégueulasse.

- La prison, c'est correspondre avec des gens libres, et ne pas arriver à se faire entendre, à leur faire saisir l'essentiel.
- La prison, c'est avoir peur des mots d'amour écrits, car ils peuvent blesser, et créer des phantasmes, des illusions, trop douces pour vivre entre quatre murs. C'est manier avec beaucoup de précaution les mots "Amour et Amitié" et, ne pas savoir, avoir oublié leur portée et, ignorer comment ils peuvent être ressentis dehors, dans la vraie vie.
- La prison, c'est supporter d'entendre dire à la radio, par des hommes informés, à des millions de gens, que les libérations conditionnelles arrivent automatiquement à mi-peine. Que les grâces tombent avec

des millions de gens, que les libérations conditionnelles arrivent automatiquement à mi-peine. Que les grâces tombent avec régularité, qu'il faut donner vingt ans de prison à X pour qu'il en passe au moins dix. C'est devoir entendre dire que les juges sont trop doux et les détenus pourris. Qu'il faut couper des têtes, qu'il y a trop de prison quatre étoiles.

 - La prison, c'est devoir accepter de recevoir beaucoup, et ne pouvoir donner.
 - La prison, c'est les années qui passent et effacent les souvenirs, estompent les visages, les sites. C'est les longues

# LOGIQUE ETRANGE

Depuis quelques années - héritage de Badinter ? ! - le monde carcéral refait couler beaucoup d'encre.

A mesure que les détenus brisent cet univers désuet, qu'officiellement médias et professionnels de la punition ne cessent de stigmatiser les "prisons pourrissoirs", la "surpopulation"... immanquablement les prisons se remplissent toujours plus et pour toujours plus de temps. Pourtant dans les limites des contraintes budgétaires, la prison n'est pas réfractaire à la modernisation, mais celle-ci ne semble pas être la clef d'un véritable changement.

Les réformes internes aux institutions pénitentiaires et judiciaires petit à petit épuisent leur potentiel de renouvellement, d'ouverture, d'humanisation sans que les problèmes posés par la délinquance et la détention soient pour autant résolus.

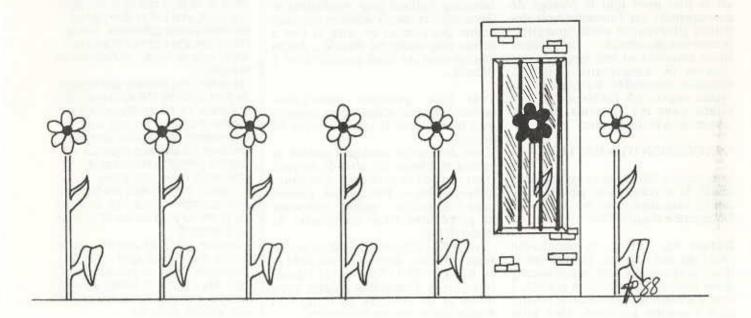
N'est ce pas le signe d'une crise de la politique criminelle ?

La sanction pénale par l'entremise de l'Etat, de ses priorités, fait place à l'organisation et au règlement des rapports sociaux par leurs acteurs... Dès lors la prison est un instrument de défoulement vengeur, elle ampute la vie de plus de 100 000 personnes par an. Mais aussi elle jette une ombre sur les comportements et relations sociales de tout individu, de tous ceux qui refusent l'étroitesse de la norme sociale actuelle! Chacun de nous peut être responsable et

#### Témoignage (suite)

heures sans sommeil, sans avenir, sans fin !...

- La prison, c'est guetter la nomination d'un nouveau ministre de la justice, c'est attendre le résultat des élections porteuse d'espoirs insensés et démeusurés !...
- La prison, c'est il y dix ans, 4 paquets de cigarettes, 3 fois par mois et, c'est maintenant la possibilité de s'acheter des Monté-Christo à 400 francs la boîte...
- La prison, c'est des murs gris, tristes, surmontés de miradors où veillent des hommes armés qui peuvent vous tuer si vous avez des ennuis de liberté!...
- La prison, c'est une atmosphère de délation en permanence, des "bons détenus" au détriment de ceux qui ne veulent pas faire des "risettes" pas "balancer", pas devenir des serpillères
- "balancer", pas devenir des serpillères.
   La prison, c'est fermer sa gueule si le directeur fit de l'esprit sur votre compte, s'il a des réflexions indignes d'un responsable, des mots dénués d'intelligence, des promesses non tenues
- La prison, c'est être faible si l'on aime, car l'amour rend vulnérable et fragile car indéfendable "in-vivo"...
- La prison, c'est fait de vivre de vengeance, de haine qui enfle au fil des jours de rêves de revanche sur le sort, sur le fric, sur les femmes, où les amis infidèles...
- La prison, favorise la re-création d'un passé peu glorieux en un passé fastueux et imaginaire...
- La prison transforme le satyre sournois en un redoutable, redouté chef de gang, braqueurs de banques! Elle transforme le voleur de clés des boîtes



### MYTHE EUSIEALITE

acteur du bouleversement de la politique du tout carcéral", l'immobilisme accentuant le désespoir et la révolte au sein de la population

#### BANALISATION DU MONDE CARCERAL

La prison est toujours fonction du système social dans lequel nous vivons, aussi évolue-t-elle en phase, même si c'est dans une moindre mesure.

Dans les années 60, la prison massivement acceptée par le corps social, au-delà des clivages politiques, fut épargnée par les critiques antiinstitutionnelles des soixant-huitards. Jusqu'au début des années 1970, où sous le coup des luttes sociales, surtout de la répression qu'elles subirent, entraînant de nouvelles franges de la population dans le monde carcéral, les prisons craquent, brûlent... Pour ces raisons, cette fois, ce mouvement de révolte passe largement les murs et devient un enjeu politique pour certains intellectuels, politiques... Sartre, Foucault... au sein du Groupe Informations Prisons, puis du Comité d'Action des Prisonniers).

La lutte a fait remporter quelques victoires matérielles, mutineries et morts en prison furent le prix de son aménagement et les détenus de pouvoir consommer, correspondre, se tenir informés, aménager leurs cellules... Il restait aux hommes politiques à accomplir la réforme judiciaire qui s'imposait pour calmer les esprits et surtout éviter toutes nouvelles luttes et l'émergence d'un "nous" collectif : un nouveau mode de classification des détenus sur des critères de personnalité vit le jour avec tout le cortège de conséquences sur l'aménagement des peines (libérations conditionnelles, permissions de sortie etc...), les Quartiers Haute Sécurité font leur apparition ; le concept de dangerosité s'affine... Evolution inéluctable, à mesure que la prison s'ouvre sur l'extérieur, elle se blinde pour les éléments les plus réfractaires à l'enfermement.

#### L'EXPRESSION D'UN RAS LE BOL

Si la prison a été remise en cause dans la foulée de la contestation globale de la société autoritaire dans les années 70. Qu'en reste-t-il aujourd'hui?

Durant des années, la population carcérale non votante, faisant l'objet d'une condamnation judiciaire et morale, d'une exclusion carcérale et sociale, a tenté d'affirmer ses droits face au pouvoir et à l'opinion publique. Une telle

résistance a revêtu d'autres aspects que ceux évoqués plus haut. Bien souvent ce sont des combats individuels ou individualisés. Ce qui n'empêche pas que ce soient des problèmes d'ordre général qui sont posés comme l'abolition des QHS. Des moyens - traditionnels en détention - de lutte et de protestation furent déployés : recours judiciaires (tribunaux administratifs), grèves de la faim plus ou moins collectives, évasions (telle celle de Debrielle et ses camarades du QHS de Lisieux), suicides (celui de Taleb Hadjad est le plus connu). Petit à petit les luttes carcérales sont moins de type syndicaliste... En 1981, après la campagne pour l'amnistie, l'émergence de quelques plates formes "alimentaires" (1) et l'anesthésie que constitue l'attente des réformes de Badinter, une réflexion mûrit en détention et tente de circuler pour homogénéiser les revendications des détenu(e)s mécontent(e)s mais aussi les interventions des relais extérieurs qui se mettent sur pied profitant de la légalisation de la bande FM. Dix ans après les mutineries de 74, les conditions pénitentiaires se sont certes améliorées mais en tribut les détenus purgent de peines toujours plus longues (2). Or même dans un hôtel 4 étoiles l'enfermement serait intolérable. Les "taulards", les "délinquants", boucs émissaires de la politique sécuritaire, pour y échapper axent leur combat sur la justice (grande pourvoyeuse de l'Administration Pénitentiaire) et autour de revendications qui remettent en cause l'essence même de la prison telles que l'abolition du mitard (3), de la censure, le droit au regroupement, etc...

Si le pouvoir en a eu quelquefois froid dans le dos, et il a effectivement déployé beaucoup d'efforts pour criminaliser et démanteler le réseau solidaire constitué autour des détenus en lutte, il n'en a jamais pour autant été ébranlé... Aucun changement de fond notable n'en a découlé...

Tout juste quelques innovations superficielles pour répondre aux coups de pied donnés dans la pétaudière par les détenus.

C'est ainsi qu'en quelques années se succédèrent toute une série de mesures (sans compter le nombre de circulaires ministérielles au Parquet qui, passant outre le législateur, régulent bon nombre de procédures selon les besoins de l'exécutif (4):

- Les TPFA (Tribunaux militaires) ont été supprimés (sauf dans les DOM-TOM et en RFA), le TGI (Tribunal de Grande Instance) de Montpellier prépare avant même de les entendre les formulaire d'incarcération des anti-militaristes!

### Témoignage (suite)

aux lettres des H.L.M. en gentlemancambrioleurs des villas de super-Cannes, le misérable arracheur de sacs à mains en perceur de coffres pleins de dollars. L'agresseur de chauffeur de taxi en proxénète aux filles multiples et possesseur de villas , appartement, et voiture américaine. Elle transforme le cocu en Don-Juan bourreaux des coeurs. Elle métamorphose les cloportes en lions superbes et généreux !... La prison favorise et encourage la délation à un niveau perfectionné et digne des plus noirs Zola. Car la mythomanie joue aussi pour prêter des intentions et permettre d'étoffer une vague dénonciation sans fondement. - La prison, c'est ne plus savoir comment est faite une femme, comment elle rit, comment elle réagit, comment elle fait l'amour, comment c'est...

- La prison, c'est ne plus voir ces femmes en chair et en os, ne plus les toucher, les sentir, les aimer.

- La prison, c'est savoir recoudre un bouton et laver son linge, faire la vaisselle, le lit, le mort-vivant.

 La prison, c'est bien pour quelques mois, mais après dix ans, quelle signification ? - La prison, c'est bien ! En parlant des prisons, on peut masquer mille choses, mille fois plus puantes... Le chômage, le dernier scandale où sont impliqués x et b et y. La dernière bavure des héros de l'anti-gang. La libération anticipée de l'ami des puissants et des riches. L'humiliation faite au drapeau dans une néo-république noire ou verte...etc...

- La prison, c'est avoir parfois envie de tuer I

- La prison, c'est avoir parfois envie de se tuer, de mourir, de crever, de cesser d'être, de se dissoudre, de ne plus penser. - La prison, c'est voir se faner l'amour. naître des amitiés éphémères, créé de l'amitié avec des inconnus et avoir peur d'avoir créer de l'amour, de l'affection, de la tendresse.

 La prison, c'est constater que les juges, les gens, préfèrent être violés que volés. - La prison, c'est la transformation d'un homme en balle de ping-pong avec laquelle jouent les sous-directeurs, les directeurs, les directeurs régionaux, le directeur général, le ministre ou le président du bureau des grâces.

- La prison, c'est voir sortir des hommes ayant accompli 11 ans sur 12, 13 ans sur 15, 15 ans sur 20, 8 ans sur 10, 9ans sur 10, 5 ans sur 5...

- La prison, c'est subir, attendre, espérer, pleurer, crier, gueuler, souffrir, attendre, désespérer, rire, se moquer, s'indigner, taper, être frappé, être humilié, s'énerver, attendre, avoir peur, hurler, être sur le quivive, attendre, écrire, lire,

## MYTHE BURRALINE

- La Cour de Sureté de l'Etat est supprimée, les crimes contre la sureté de l'Etat (dont la définition juridique est restée très floue) sont jugés par une Cour d'Assise spéciale (sans le "sacré" jury populaire!)

- L'horreur des flagrants délits... de l'histoire ancienne, depuis on les a appelé "comparutions immédiates", "référés", "saisie directe"... le lecteur averti nous

excusera si on en oublie!

- Moins de préventive promet-on grâce au contrôle judiciaire et aux nouvelles peines dites alternatives à la prison tels les TIG (5), jours-amendes etc...

- Le Code Pénal n'en finit pas d'être en révision, les commissions planchent, les conclusions tombent à la trappe.

- Enfin, les prisons privées ne le seront pas vraiment... soyez rassuré la construction de nouvelles places est, elle, chose sûre.

- Nec plus ultra, deux réformes de l'instruction et de la détention provisoire

ont été décidées.

La succession des ministres n'empêche pas l'échec de se reproduire... La justice, selon les sondages est en mal de légitimité, elle est maintenant rituellement dénoncée par les prisonniers.

#### NI ARMES, NI URNES, PAS MEME CITOYENS

Faisant écho aux mouvements qui ont secoué les grandes centrales, cet été, ce sont les prévenus des Maisons d'Arrêt qui à leur tour mettent en cause la justice à travers des revendications qui s'attaquent à la logique d'écrasement dont fait preuve le système judiciaire et pénitentiaire (pour l'application sans iniquité de la politique déménagement des peines, pour le respect des procédures judiciaires notamment en instruction (6), l'abolition du mitard et contre les mesures de différenciation de régimes avec l'abolition de l'isolement et du statut DPS (7)

du statut DPS... (7).
Revendications légitimes quand on sait par exemple, pour ne parler que de la détention préventive, que certains juges d'instruction y envoient jusqu'à 80 % des inculpés. Il s'agit généralement de petits gens qui ne satisfont pas aux garanties de représentation (travail et logement); de "présumés innocents" sur qui il faut faire pression pour obtenir les aveux que la police n'a pas su arracher lors de la garde

à vue...

Satisfaisant l'obsession sécuritaire, les magistrats instructeurs s'encombrent ainsi de dossiers qui rejoignent un contentieux inépuisable à gérer.

Ces pratiques, de surcroît, rendent le

temps de détention préventive toujours plus long. Une attente lourde de conséquence : quand la sanction tombe, elle apparaît comme un acharnement tant le temps a passé depuis l'infraction. D'autant plus que le prévenu, avant même que la peine soit prononcée, a subi toutes une série de préjudices (rupture de liens affectifs, perte d'emploi...) qui ont des impacts importants sur son mode de vie, sa personnalité, ses relations.

Pour les "courtes peines", la détention provisoire est devenue un piètre et momentané instrument de neutralisation de la délinquance quotidienne. Dernier maillon du contrôle social, la prison (8) est un passage devenu obligé pour toute une frange de la population déviante.

Reste au Tribunal à entériner le temps passé en guise de peine, à gérer

l'illégalisme!

Tandis que l'AP (Administration Pénitentiaire) fait face aux réalités quotidiennes que sont les suicides et/ou tentatives, mutilations, grèves de la faim par l'intimidation la punition (mitard).

Cet été, c'est d'ailleurs le suicide d'un détenu, à la prison de St Martin de Ré mais aussi à Loos (9) qui a déclenché le mouvement collectif de refus de remonter de promenade contre les préventives; les lenteurs de la justice. La réponse (classique) des Autorités a été d'envoyer des forces de l'Ordre, de transférer des soi-disants meneurs...

Pourtant les problèmes soulevés par la préventive et les procédures judiciaires sont bien réels... Ce d'autant plus que les quelques réformettes tentées n'ont pas été sans effets déstabilisateurs sur les rouages de la machine judiciaire.

Quand en 1985, pour répondre aux mouvements de colère des détenus, Badinter promettait de réduire les préventives, il comptait sur les TIG... une alternative qui ne pouvait être, et s'est révélée être, qu'un voeu pieux tant la détention préventive est un réflexe chez bon nombre de magistrats instructeurs

(5).

Ainsi la fonction judiciaire engendre ellemême les contradictions que la justice s'avère incapable de résoudre. Sans doute ceci explique qu'il n'y a pas de dialogue possible entre détenus, justiciables et autorités. La population détenue est infantilisée, elle ne peut s'exprimer, sa parole est bâillonnée, les perturbateurs punis, isolés. C'est une des raisons pour laquelle il lui est impossible de se constituer en force de pression collective et durable. Dans ses confrontations avec institutions judiciaires pénitentiaires, la population pénale ne fait face qu'à des rouages d'une machine plus puissante: celle du pouvoir d'Etat.

#### Témoignage (suite)

recevoirducourrier, gamberger, rêver, dormir, attendre, supporter l'arbitraire, et l'absurde, éclater, mourir, se masturber, se mutiler, attendre, attendre, attendre, attendre, attendre, attendre, attendre, attendre, attendre la sortie, supporter l'insupportable. Espérer que... que... et que... et que...

- La prison, c'est voir mourir ses amis d'avant, tués par d'autres hommes ou par les flics. C'est les voir disparaître, s'estomper, vous laisser tomber sans

payer l'avocat.

Ce qui permet de donner tous les torts au taulard et lui ôter le droit de voir ses parents. C'est voir sa femme se faire la valise avec un pote, avec un autre...

- La prison, c'est penser pendant des années aux choses de la vie, du passé, aux amours mortes ou éphémères et agonisantes. C'est y passer des nuits blanches à se demander si Elle est dans son lit, si Elle pense à TOI, si Elle est fidèle, si ... si .... si...

 La prison, c'est se masturber, grâce d'abord aux vivants souvenirs sans cesse présents dans la tête, c'est se masturber en se rappelant telle ou telle fille, tel jour, telle nuit. C'est adorer des nuits et des

nuits et des mois et des ans. - La prison, c'est le suicide d'un père de

famille à qui l'on a refusé d'envoyer un mandat à ses enfants, un homme qui aurait été libéré trois mois plus tard.

- La prison, c'était sortir obligatoirement sa ceinture le soir, et avoir la possibilité d'avoir quelques décamètres de fil nylon pour fabriquer des filets dans sa cellule.

- La prison, c'est l'attente permanente, c'est attendre les instructions des juges, c'est attendre la date du procès c'est.

c'est attendre la date du procès, c'est attendre le verdict, c'est attendre l'avocat tous les jours. C'est attendre le courrier, attendre les grâces, attendre l'autorisation de... Attendre l'ouverture, la soupe, la promenade, attendre le parloir, attendre, attendre, ... attendre la date de ... la réponse de la commission au sujet de la conditionnelle, attendre la réponse de Paris, attendre la sortie !...

 La prison, c'est avoir l'autorisation de posséder un Piaget, une Rollex, une Cartier et c'est se faire saisir une pièce de un franc trouée et portant un anneau qui sert de pendentif...

- LA PRISON... C'EST L'ANTI-VIE...

- La prison, c'est l'imbrication de l'univers de Courteline chez Kafka, en permanence...

 - La prison, c'est la coupure totale avec les gens du dehors, même avec les plus proches de soi. C'est plus qu'un mur, des barreaux, c'est une montagne d'incompréhension entre deux monde,

## 

Dans leur résistance quotidienne et concrète, les détenu(e)s sont épaulé(e)s par quelques uns de leurs proches dehors qui refusent de se laisser enfermer dans l'acceptation de cette logique absurde, dont ils font aussi les frais. Mais sur quelles forces sociales dans la société peut-on s'appuyer pour gagner du terrain, pour faire reculer l'ombre de la prison?

#### UNE REMISE EN CAUSE QUI VISE A DEPASSER LES HAUTS MURS

Sous l'effet des transformations économiques et sociales, la nature des délits, et donc de l'activité des tribunaux, se sont profondément modifiées ces dernières décennies.

Ph. ROBERT dans "Les comptes du crime" montrait l'augmentation foudroyante des infractions commises et constatées (20 millions en 1985) mais aussi le changement de leur nature ces 20 dernières années : 85 % d'entre elles concernent la circulation routière (85 % des homicides le sont par imprudence routière!). Viennent ensuite dans le palmarès de l'insécurité réelle les atteintes aux biens (vols, chèques sans provision essentiellement)...

Ainsi de nouvelles catégories de la population sont aujourd'hui confrontées aux pratiques judiciaires et policières qui, elles, n'ont pas toujours, loin s'en faut, accompagnées cette évolution.

Or comment juger et punir le vol ? A l'heure où, les supermarchés intègrent dans leur prix de vente les pertes qui lui sont dues; des clients ordinairement "honnêtes" pillent le grand magasin lors d'une panne de courant ; bon nombre d'affaires ne sont jamais élucidées... le

"voleur" pris et jugé n'est-il pas le boucémissaire?

D'autant plus que l'apparence coupable suffit à la justice pour condamner, elle rappelle ainsi son autorité, et la nécessité de maintenir l'ordre, vise à intimider celui qui pourrait l'enfreindre, exorciser

Et l'apparence coupable sied mal aux frères Chaumet (10), quand bien sûr les faits sont têtus - on se souvient du CRS Burgos par exemple - la justice contourne tous ses mécanismes humiliants et avilissants pour les en épargner.

Il est évident que le prisonnier qui lui "paye sa dette envers la société" supporte très mal tous ces manquements, toutes ces injustices.

A plusieurs reprises, des familles victimes de crimes sécuritaires sont sorties des Cours d'Assises criant à la iustice raciste!

Chroniqueurs judiciaires, écrivains, avocats, tour à tour chacun décrit avec stupeur l'abattage auquel se livrent les juges des Tribunaux de Grande Instance.

Après les huissiers, ce sont les juges d'instance qui deviennent de véritables agents de recouvrement des dettes.

Ce système, qui vise, certes à protéger le "bon ordre", est une menace permanente pour beaucoup de personnes marginalisées de par leur situation économique et sociale. Il est d'autant plus absurde qu'il pérennise, sinon amplifie, la précarisation des moyens d'existence, déresponsabilise, dépossède et disqualifie la personne comme sujet de droit.

Ainsi banalisées, prison et justice deviennent plus contestées.

### Témoignage (suite)

l'un vivant, l'autre hors de la vie !... La prison, c'est vouloir croire à la sincérité d'un Président de la République qui a l'air libéral. C'est écrire au Secrétariat d'Etat à la condition pénitentiaire et s'apercevoir que c'est un leurre destiné à la population française, pas à la population

- La prison, c'est attendre le 14 Juillet, date des grâces présidentielles qui ne viennent plus.

- La prison, c'est aussi voir fleurir l'homosexualité encouragée par la direction pénitentiaire qui estime, qu'il vaut mieux agrandir le "trou" du voisin que d'en creuser un dans le mur du voisin.

- La prison, c'est accepter de voir lire son courrier amoureux, amical par un inconnu qui peut décider de ne pas faire partir la lettre trop vraie.

- La prison, c'est subir sans cesse les provocations des autres, des matons. C'est subir les violations des articles de lois favorables aux détenus.

- La prison, c'est ne plus pouvoir croire à des mots, ne plus croire aux gens, ne plus se laisser prendre aux promesses édifiantes, se méfier de soi-même et pourtant espérer sans cesse, pouvoir

- La prison, c'est écrit par S. Livrozet, et c'est écrit aussi dans le numéro 13/14 d'actes c'est raconté par A. Boudard.

- La prison, c'est subir les provocations de 1/10 des matons, subir ou réagir.

- La prison, c'est hurler sa rage, c'est gueuler son impuissance face à des murs, c'est savoir qu'on ne peut dire la vérité car elle semblerait mensonge.

 La prison, c'est avoir à écrire à tout propos, hors de propos, avoir à dire pour tout, pour rien ? Pour l'absurdité pure : Monsieur le Directeur, j'ai l'honneur de solliciter de... Retirer cinq bougies de la fouille, de recevoir un mandat de x francs pour acheter ça... de recevoir un mandat de x francs pour le dentiste... d'envoyer un mandat de x francs pour acheter ça... de recevoir un colis de livres, de linge. C'est solliciter la bienveillance de gens dont la fonction, le rôle est d'être malveillant. C'est demander une heure de parloir, un parloir libre. L'autorisation d'écrire à telle ou telle personne. Solliciter... demander... c'est écrire... c'est ça...

- La prison, c'est laisser crever un type qui se laisse mourir de faim, qui vide son sang qui aurait besoin d'un électro-cardiogramme, qui meurt étouffé par la fumée de l'incendie allumé dans la nuit, dans l'univers des quatre

- La prison, c'est crever doucement, sans bruit, sans fracas, c'est être hors la vie après avoir été hors la loi !...

La prison, c'est un monde irréel où vivent

FORMATION

lourdement handicapées. Séminaire:

Evaluation et projet de prise en charge Stages:

La vie quotidienne en institution-L'agressivité dans les institutions-La communication non verbale-L'accompagnement jusqu'à la vieillesse et la mort-Le handicapé lourd et psychotique. Existe-t-il un rapport entre leurs pathologies-La tendresse et la sexualité de la personne handicapée-Stimulation sensorielle : découvertes et perspectives, limites et dangers-Etre responsable d'un service-Notre corps et le corps de l'autre dans l'institution-gestion des méthodes de direction

Formation permanente

Agrément 11/75/03.682/75

Propose des sessions de formation qui s'adressent à

tous les personnels travaillant auprès des personnes

D'autres thèmes sont réalisés et peuvent être organisés à la demande des établissements

> Pour tous renseignements: CESAP 81, rue Saint Lazare, 75009 PARIS Tél: 42 81 40 46

Alors faut-il prêcher pour une ennième réforme de la détention notamment préventive, et en cela applaudir Arpaillange qui s'y frotte. Soyons réalistes... les seules véritables réformes du Code Pénal ont été celles provoquées et légitimées par l'insécurité, la violence (terrorisme) et la dangerosité. On se souvient du blindage opéré par le vote des lois de septembre et octobre 1986 limitant les réductions de peines, instituant un nouveau plafond des peines de 30 ans, accroissant les contrôles d'identité...

Dans le contexte social actuel, ce n'est pas un hasard. Pourquoi et comment oser imaginer l'émergence de mesures moins coercitives alors que le pouvoir a attisé un sentiment d'insécurité, de haine envers le bouc émissaire : déviant au sein de la population? On ne peut espérer s'affronter au lobby pénitentiaire et à la vindicte populaire en exaspérant la politique sécuritaire! Or à mesure que le développement linéaire du bien être pour tous s'est estompé, travail, propriété privée sont devenus des privilèges à défendre coûte que coûte. La peur du lendemain accroît le fatalisme, la soumission aux normes mêmes désuettes. La violence et la déviance sont alors marginalisées même si ces pratiques prolifèrent. Le discours politique a amplement exploité ces comportements individualistes.

Il est vrai que l'idéologie sécuritaire permet à la société libérale de se maintenir, exclusion et enfermement des populations ciblées étant les seuls moyens de s'assurer plus ou moins de cohérence et d'identité collective, là où le budget d'aide et de clientélisme n'est plus suffisant pour un contrôle social en douceur de toute une frange de la population marginalisée. La société libérale se protège et qui peut se targuer d'être à l'abri?

Basé sur la peur et l'ignorance, le consensus autour de la norme n'est pas sans faille, tant que toute une frange de la population est exclue des richesses sociales produites et qui s'étalent aux yeux de tous. Mais en jouant sur les peines et l'insécurité, la société multiple elle-même les sources insécures...

#### Dominique Lemaire Revue Otages

- (1) Les détenues avaient et ont encore à faire face à des conditions de détention parfois moyenâgeuses et notamment à des carences inouïes au niveau de l'hygiène, des problèmes sanitaires et médicaux. Ils sont d'ailleurs à l'origine du mouvement de protestation que secoua la Maison d'Arrêt de Loos cet été.
- (2) A peine égale, un détenu reste davantage

- en détention aujourd'hui qu'il y a 10 ans; les peines de réclusion criminelle de 10 à 20 ans prononcées par les Cours d'Assise ont augmenté de 80 % en 82. (3) Est désignée ainsi la cellule de punition, le détenu est seul en cellule où le mobilier est celé au sol. Ainsi le détenu qui commet une faute par rapport au réglement (différent d'une prison à l'autre et surtout jamais affiché, connu de tous les détenus) se voit dresser un rapport par le surveillant. Ce rapport est remis au chef d'établissement qui convoque au "prétoire" (mini tribunal qui ne connaît pas le système de la défense) le détenu fautif et lui assigne une peine de mitard (celle-ci ne peut dépasser 45 jours, renouvelables!).
- (4) Par ces circulaires ont été visés plus particulièrement les expulsions de travailleurs étrangers, les TIG et les permissions de sortie.
- (5) Dans les faits, loin d'être un substitut à la prison, le Travail d'Intérêt Général l'est au sursis, aux très courtes peins (10 jours) que le juge hésitait à prononcer quand le TIG n'existait pas dans l'échelle des peines.
- Cet état de fait n'est pas nouveau ni spécifique au TIG. Le sursis avec mise à l'épreuve par exemple s'était déjà en grande partie substitué au sursis simple plutôt qu'à la taule. Quant au contrôle judiciaire s'il touche les prévenus libres, il n'empêche pas pour autant la préventive; les chiffres sont éloquents: il est en constante augmentation tout comme les détentions préventives pour le même tribunal s'entend!
- (6) Au mois de Juillet 1988 deux détenus de la Santé occupaient les toits en criant aux journalistes qui ont bien voulu se déplacer pour l'occasion "Y'en a marre, les procédures, les juges s'assoient dessus!".
- (7) Le régime de détention est à géométrie variable selon la personnalité du condamné, son tempéramment, la conscience qu'il a de son geste et sa capacité à se repentir et expier. Le statut de Détenu Particulièrement Signalé est un statut dérogatoire au droit communal au nom de la nécessité d'une surveillance accrue, il peut engendrer la mise à l'isolement. Police, justice et AP ont pouvoir de classer un individu au répertoire DPS.
- (8) Les chiffres sont éloquents, près de 90 % des personnes comparaissant "détenus provisoires" à l'audience sont condamnés à l'emprisonnement, quels que soient les faits allégués.
- (9) Il était en préventive (à savoir en attente d'être jugé) depuis 6 mois pour le vol d'une bouteille d'alcool).
- (10) Pour savoir exactement de quoi on parle : 60 % des personnes incarcérées le sont pour vol ou recel. Parmi les détenu(e)s : 12,3 % sont illetrées, 33,1 % savent tout juste lire et écrire, 40 % n'ont qu'un niveau d'études primaires ; 33,8 % sont des ouvriers, 45 % des pensionnés, chômeurs ou sans profession!

des hommes devenus irréels aux yeux des vivants ; des hommes sans consistance, des zombies.

 - La prison, de par son horizon restreint (outre qu'elle crée la myopie et oblige au port des lunettes) elle est ainsi faite que sans arrêt, on fixe l'attention du détenu sur un infime point de détail qui mobilise sa force vive, sa hargne, sa férocité naturelle, sa faculté d'énervement sur un arbuste qui permet de cacher la forêt.

 - La prison vous oblige à lutter pour obtenir un bien, un droit même, et la force ainsi gaspillée ne peut subir et s'unir inutilement et faire bloc contre le système extrêmement bien rodé, ce "modus opérandi" poli par des dizaines de pratiques du prisonnier.

- La prison, c'est l'incommunication. La noncommunication avec les autres, avec les matons qui ont peur eux aussi de leurs collègues, avec la direction qui ne veut, ne peut croire à la sincérité, avec les vivants du monde de dehors qui ne peuvent savoir ce qu'est cet univers insaissable et secret !... - La prison, c'est la mauvaise foi et l'insensibilité à l'évidence. C'est dans l'ordre des choses. Un juge et un maton doivent avoir mauvaise conscience.

- La prison, c'est voir les magistrats et les responsables rendre l'égal ce qui est illégal. C'est être violé entier. Et c'est gueuler "mais qu'avez-vous fait de bien ?".

La prison, c'est être ingrat envers ceux qui vous ont mis en prison... C'est garder mauvais esprit et se monter inadaptable. La prison, c'est vivre enchaîné du poids de la honte additionnée de celles des autres,

c'est voir les autres vivre la conscience

## L'ARTHERAPIE EN PRISON EST-ELLE POSSIBLE?

Je suis arthérapeute dans un SPMR. Les médecins et psychologues m'envoient dans ce lieu d'hospitalisation à l'intérieur de la prison des détenus présentant des problèmes de communication, personnes en crise d'identité, des névrosés, psychotiques, suicidaires, toxicomanes, des personnes se trouvant dans un état de régression et beaucoup

d'immigrés.

Je reçois des personnes à la recherche d'eux-mêmes, des rêveurs, des idéalistes qui n'ont pas su trouver leur place dans la société. La plupart d'entre eux n'ont pas suivi l'école jusqu'au bout. Presque tout le monde présente des carences affectives importantes, le père ou la mère sont morts, ou il s'agit de personnes ayant subi des violences par leur environnement. Certains ont commis leurs actes dans "un état second", mais en étant jugés responsables Un certain nombre de détenus sont sensibles, à la recherche d'une paix intérieure, de valeurs humaines et surtout d'amour. C'est le manque d'amour pour soi et pour autrui qui semble être un des facteurs les plus importants de leur mal être. D'ailleurs beaucoup de détenus se supportent mal eux mêmes. Tout le monde est à le recherche de soi même et de relations sincères à travers lesquelles ils se sentent reconnus en tant que personne à part entière.

Pour moi les délits sont parfois des symptômes d'une frustration, ou de carences affectives. Les détenus souffrent d'un manque reconnaissance de leur vraie identité (au niveau familial ou dans leur environnement). L'impossibilité d'exprimer leur vraie identité peut parfois pousser les individus vers des passages à l'acte exprimant le contraire de ce qu'il sont réellement. La nécessité d'une relation vraie est renforcée par l'environnement agressif de la prison. C'est l'occasion de rassembler les morceaux, de les aider à recréer leur personnalité, leurs relations et leur vie (transformation de la perception de soi et son environnement). Les conditions de vie en prison réduisent toute vie relationnelle et tendent à enfermer l'individu dans un vécu d'exclusion et de dévalorisation.

L'origine culturelle différente des

détenus me paraît enrichissant, puisqu'il est possible notamment à travers les groupes d'arthérapie de créer des échanges à travers l'art pictural : l'art dépasse les barrières crées par les cultures et les classes sociales.

Le séjour limité dans le temps des patients, les conditions carcérales ainsi que leur état psychologique contribuent à l'intensité de la relation entre le

thérapeute et le patient

Le thérapeute a donc vis à vis du patient un rôle clé : c'est le moment pour le détenu de se mettre en question, sur sa vie et ses relations. C'est aussi l'occasion de faire confiance peut-être pour la première fois dans sa vie, à une personne qui l'accepte sans le juger et peut l'aider progressivement dans une prise de confiance en soi même et ensuite en les autres.

J'organise des séances pour des individus et des groupes. L'arthérapie en groupe est l'occasion d'essayer un modèle de vie dans un lieu d'échange. Le groupe permet aux patients de s'intégrer à un groupe en général. Le groupe pourrait aider la personne à envisager un nouveau mode de relation à l'autre en général. L'induction d'un thème favorise le dialogue entre les membres du groupe, la compréhension, la confiance mutuelle, l'acceptation des différences, l'expression et le partage de sentiments auparavant tabous, favorisent un travail sur l'image de soi, la relation avec l'environnement. La peinture collective peut révéler la façon dont la personne vit son isolement, l'agressivité, la domination. Il est possible de projeter des phantasmes dans la peinture, mais aussi d'exprimer quelque chose d'important sur soi même à travers la façon dont on représente les autres. Les interactions en groupe permettent de se percevoir à travers le vécu de l'autre.

l'atelier d'arthérapie est aussi un lieu qui permet de s'évader, un lieu d'expression, de confidences, un espace de liberté et d'échange permettant aux detenus de rever, de se detendre, et aussi de reflechir sur eux-

mêmes et sur la vie

L'arthérapie est basée sur la peinture ou le dessin comme moyen de communication entre patient et thérapeute ou entre les membres du groupe.

Concernant les séances individuelles:

Le choix d'entreprendre un travail thérapeutique avec le patient se fait à la suite d'un dialogue pictural lors de la premiere rencontre; ce dialogue permet de percevoir la situation dans laquelle il se trouve ainsi que le contrat qui peut exister entre nous; ainsi s'établit une relation créatrice agissant sur l'évolution personnelle et artistique du patient et du thérapeute. Cette relation privilegiée permet : la création d'un espace en commun ou le patient se sent accepté et reconnu en tant que personne à partir de sa création; l'eveil du potentiel créateur, dans le jeu et le plaisir pouvant rappeler les premiers contacts mere enfant favorisant la rencontre de la personne dans une relation authentique; la reconnaissance de potentialités latentes du patient representées dans ses peintures et l'encouragment à une expression picturale correspondante; L'arthérapeute aide le patient à faire face à des situations angoissantes, et des expériences difficiles, à maitriser des difficultés psychologiques et à retrouver une harmonie intérieure; plusieurs elements peuvent se combiner lors du processus de transformation: le processus pictural, l'action vivante de la peinture sur le patient et le thérapeute, le dialogue avec la peinture; les interactions d'images picturales entre thérapeute et

a partir de la relation avec la e thérapeute notamment à travers les images symboliques proposés par le thérapeute le patient pourra s'identifier à des aspects positifs du thérapeute lesquels il pourra intégrer progressivement dans sa personnalité. Parfois le thérapeute fait des peintures specialement pour le patient dans le but de lui apporter dont il a besoin dans sa situation actuelle. La peinture a une action sur le patient et le thérapeute. même sans verbalisation; neanmoins le patient est invité à parler de sa peinture

à exprimer ce qu'il ressent; progressivement il devient receptif à ses créations, ce qui lui permet de decouvrir le lien entre sa création et sa façon de percevoir et de vivre son monde intérieur et extérieur. La thérapie à mediation picturale favorise donc la reconnaissance et le developpement du potentiel créateur, la decouverte et l'expression de ses tresors et de ses

### PRATIQUES PRISONNIERES

possibilités artistiques. L'arthérapie peut favoriser la transformation de l'image de soi et des autres. Ceci me semble particulièrement important à la prison ou les detenus sont etiquetés : îls sont mouvais, mechants, à tout jamais, ; ainsi ils se sentent conditionnees et ne peuvent pas envisager de pouvoir changer. L 'arthérapie pourrait leur permettre de concience que tout changement de la personnalité est possible à conditon de découvirir ses propres valeurs, ses tresors enfouis depuis l'enfance, des qualités qui n'ont jamais pu etre exprimés à cause d'un environnement hostile : c'est surtout à partir du moment ou les detenus commencent à prendre conscience qu'ils peuvent commencer à avoir une compassion pour tous les aspects de leur personnalité, à oser montrer le vrai visage d'eux-memes sans crainte du regard des autres, ce qui contribue à l'éclosion de leur vraie personnalité.

Ceci peut etre le premier pas pour commencer à trouver la confiance dans le pouvoir de s'en sortir. Donc ils prennent conscience du lien entre leurs attitudes, comportements et les expériences qu'ils croient subir: ainsi ils peuvent envisager à agir sur leur destin au lieu de le subir;

L'arthérapie permet, à travers les traces, les couleurs, d'exister; l'arthérapie facilite la communication et l'expression d'émotions, souffrances , joies, venant du plus profond e soi meme l'arthérapie permet donc l'expression d'émotions profondement enfouies, lesquelles si elles restent non-exprimées peuvent se retourner contre la personne Ainsi beaucoup de personnes depressives ressentent une violence dirigée contre elles-memes, faute de possibilités d'expression socialement acceptable(selon eux); l'arthérapie favorise l'expression d'états de violence : d'ailleurs il s'agit d'approcher la violence, de la recontrer sous des angles différents, et de la transformer en energie positive; l'arthérapie permet à travers le jeu avec les formes et les couleurs, de mobilser cette force créatrice, cette force vitale, de retrouver la joie de vivre; la peinture peut etre un moyen antistress, un moyen de decharge, et de recharge; il est possible d'atteindre un etat de de paix intéireure, à travers la peinture il est possible de se sentir energetisé, vitalisé.

En conclusion l'arthérapie represente quelque chose de different pour chacun: pour certains une bouffée d'air, dans une espace de liberté, ou l'on peut retrouver le plaisir de peindre, se faire du bien. Dans d'autres cas il 'agit d'expression d'émotions, l'expression de l'indicible

En tout cas l'arthérapie permet une ouverture du coeur et de l'esprit vis à vis de soi meme et des autres il serait possible d'accepter sa pulsion fondamentale vers l'harmonie, vers la beauté, bienfaisante et conructige pour soi meme il s'agit aussi d'exprimer sa exprimant leurs propres valeurs et aspirations. L'arthérapie agit comme élément transformateur du regard que la personne porte sur elle-même et contribue à entamer un processus de transformation de sa propre implication sociale. La force de l'attraction vers l'avenir est plus importante que les freins du passé; il est essentiel que le thérapeute puisse communiquer son etat créateur aux patients, ce qui permet aux detenus d etre créateurs pendant toutes les situations de leur vie, lequel



sensibilité, sans honte; il s'agit d'un debut de recréation de la personnalité, malgré les etiquettes par lesquelles les detenus se sentent emprisonnés, il s'agit d'un d'un nouvel elan vers la vie dans lequel ils peuvent trouver leur place, en

permettra aux detenus de pouvoir rayonner ce qu'ils sont reellement ayant trouvé leur veritable identité

> OUNA Médecin en milieu carcéral arthérapeute en milieu carcéral

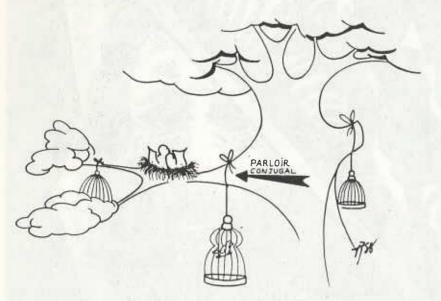
## LE PARLOIR FAMILIAL ET CONJUGAL

Robert Badinter, alors Garde des Sceaux, réunit en janvier 1984, une Commission Architecture Prison, dont le but est de concevoir un établissement pénitentiaire futuriste. Le Centre doit être le modèle de tous ceux qui seront construits en Europe dans les vingt ou trente années à venir. C'est le prototype de l'An 2000.

Rassemblant une trentaine de membres, dont certains sont des personnalités de haute valeur, comme l'architecte Gérard Thurnauer, la psychologue Simone Buffard, auteur du livre "Le Froid pénitentiaire", Gérard Soulier, professeur de droit, alors animateur de "Culture et Prison" et Jacques le Bihan, architecte en chef de la ville de Limoges, la Commission Architecture se réunira durant toute l'année 1984 et même

pourraient recevoir leur femme en toute liberté dans de petits studios pendant le week-end. Après enquête, nous avons appris qu'il n'en est rien.

En tant qu'ancien membre de cette Commission Architecture, je pose la question aux responsables du Ministère de la Justice et de l'Administration Pénitentiaire: pourquoi le parloir familial et conjugal n'a-t-il pas été mis en



poursuivra ses travaux jusqu'à la fin mars 1985.

Un rapport est alors remis au Ministre de la Justice. Craignant le retour de la droite au pouvoir, Robert Badinter a souhaité créer l'irréversible.

Le pari est tenu, Mauzac fonctionne aujourd'hui depuis deux ans. Loin de l'architecture massive habituelle, c'est un ensemble de petits pavillons constituant chacun une petite unité. Les détenus peuvent circuler assez aisément. Une grande flexibilité des communications avait été souhaitée. Beaucoup travaillent à l'extérieur.

De grandes facilités sont accordées sur les plans culturel et sportif. Il avait même était prévu que les détenus application a Mauzac, comme la Commission en avait émis le voeu dans son rapport au Garde des Sceaux ? Est-ce le retour de la droite et l'arrivée d'Albin Chalendon qui ont fait capoter le projet ? Ou bien l'Administration Pénitentiaire, ni à droit ni à gauche, a-t-elle reculé devant une telle innovation par crainte de l'opinion publique ? Ou encore sous le prétexte pusillanime que les détenus des autres établissements exigeraient le même droit ?

Lorsque Mauzac a été ouvert, en 1986, quinze états avaient déjà mis en pratique le "parloir conjugal". Mais pas la France, le pays des Lumières et des Droits de l'Homme.

Jacques Lesage de la Haye.

## EXPERIENCE D'UN CANAL DE TELEVISION INTERNE

La situation actuelle de surpopulation de la prison de Fresnes ne facilite pas la diffusion des informations. De plus l'accès pour les détenus à des formations ne concerne qu'une minorité d'entre eux.

C'est pourquoi les ACS (Ateliers de Communication Sociale) du Val de Marne ont voulu expérimenter un canal de télévision interne. Ce projet fait suite à différentes Interventions de leur part à la prison de Fresnes, dans le cadre de l'opération "Eté 85".

Les ACS travaillent donc à Fresnes depuis quelques mois, l'accord ayant été conclu avec l'administration pénitentiaire pour une période expérimentale pouvant être renouvelée.

Cette expérience comporte plusieurs objectifs :

1°) Repérer auprès des détenus, les besoins en matière de formation, d'informations spécifiques et thématiques (juridiques-médicales-culturelles...) 2°) apporter un soutien et une logistique

2°) apporter un soutien et une logistique aux différents intervenants oeuvrant dans ce secteur.

3°) Aider à l'émergence d'une expression culturelle originale.

4°) Développer une dynamique auprès des institutions concernées par ces objectifs.

a) Au niveau de la justice :

Réinsertion des détenus, modernisation des prisons, intégration des détenus d'origines culturelles diverses.

b) Au niveau des CCPD (Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance):

Relation avec ces conseils, formation des jeunes détenus, lutte contre la récidive.

c) Au niveau de la santé:

Prévention médicale en détention, lutte contre la toxicomanie, informations sur les MST et le SIDA.

d) Au niveau de la Culture :

Développement d'une chaîne de télévision ayant pour vocation l'apprentissage des images et le choix culturel, ceci en réponse à une télévision d'uniformisation.

e) Au niveau des sports :

Développement des activités en milieu carcéral (Reportages sur des rencontres sportives).

f) Au niveau du FAS (Fond d'Action Sociale):

### PRATIQUES PRISONNIERES

Prise en compte des différents problèmes concernant la population immigrée en détention.

g) Au niveau de la formation

professionnelle:

Lutte contre l'illetrisme, accès du plus grand nombre à des formations générales.

Deux types d'émissions sont prévues d'une durée de 3 H hebdomadaire avec une cassette programmée 24 H sur 24 pendant la phase expérimentale.

a) Des émissions préalablement enregistrées et que les ACS se procurent

dans le circuit commercial.

b) Des émissions qui seront tournées à l'intérieur même de la prison avec des détenus. Dans ce cadre là, les ACS tiennent à associer d'autres partenaires : Associations de formation, de loisirs et travailleurs sociaux, pour réaliser ce travail.

L'année 1988 est donc une année

expérimentale pour les ACS du Val de Marne. Si le bilan est positif, l'année 1989 verrait alors un élargissement de la plage horaire (au delà des 3 H hebdo), puis peut être une extension de ce type d'expérience à d'autres prisons de France.

Raymond Curie

ACS DU VAL DE MARNE, 2 rue François Villon, 94000 CRETEIL, Tél.: 42 07 57 00.

## L'EXPERIENCE DE TURIN

Mr Duccio Scatolero est criminologue à l'Université de Turin, d'autre part il siège au tribunal de Turin et il a été responsable d'un projet d'action de la municipalité sur la prison des mineurs de cette ville.

L'expérience de Turin est partie de la prison même, une des pires de l'Italie. Plusieurs révoltes ont eu lieu, des émissions de télévision, des communiqués de journaux.

Un projet communautaire

Le projet est parti grâce à deux texte de lois, le premier de 1975 concernant les municipalités et autres associations pour l'activité rééducative dans les prisons, le deuxième de 1977 concernant la décentralisation qui a donné tous les pouvoirs aux municipalités (Texte concernant les institutions, les décisions des tribunaux de la jeunesse en matière civile et administrative). Tout a commencé vraiment en 1977 et s'est prolongé une dizaine d'années, avec comme objectifs:

a) Premièrement on doit être contre la prison

pour les jeunes.

b) Deuxièmement, on doit garantir le respect du droit des jeunes qui se trouvent en prison.

Le projet reposait sur un modèle théorique à participation communautaire.

Pour Scatolero, parler de communauté, c'est parler de la ville de Turin, c'est à dire toutes

les forces sociales qui représentent la ville. Trois thèmes revenaient sans cesse dans les démarches et le travail quotidien.

Le premier était d'améliorer la qualité de la vie en prison ce qui ne voulait pas dire rendre tolérable un espace clos. C'était au contraire transformer la prison en un morceau du territoire de la ville. Les jeunes sont des citoyens de Turin comme ceux qui sont dehors. Il fallait donc arriver à leur donner tous le moyens qu'ont à leur disposition les autres jeunes de Turin.

Le deuxième thème était d'essayer d'utiliser l'expérience que le jeune fait dans la prison pour le stimuler à sa sortie; à chercher des opportunités et des possibilités de vie qu'il ne connaissait pas. L'équipe de Turin a favorisé à l'intérieur de la prison les contacts

entre les jeunes et les citoyens qui pourront continuer à l'extérieur.

Toutes les activités que les jeunes faisaient à l'intérieur de la prison pouvaient être retrouvées à l'extérieur de la prison.

Scatolero ne demandait pas aux personnes qui entraient en prison d'être des spécialistes de l'éducation mais il leur demandait seulement d'être capables d'établir un contact et de le maintenir après l'expérience à l'extérieur de la prison.

Ouvrir la prison : Changer de culture

Pour Scatolero, les professionnels, les travailleurs sociaux doivent devenir des négociateurs de ressources.

Les activités étaient assurées par des mécaniciens, des instructeurs de judo, des acteurs de théâtre, des musiciens ; qui aux yeux des jeunes sont plus faciles à cerner et à comprendre car leurs démarches reposent sur des techniques et des savoir-faire visibles alors que le travail des professionnels du social étant plus en profondeur est moins perceptible par les jeunes.

Le troisième thème était de rééduquer la ville. Le seul moyen pour y parvenir était d'ouvrir la prison à la ville; il fallait essayé de transformer le citoyen en travailleur social; pour que chacun se sente concerné.

L'année 1984 a vu passé 2000 citoyens dans la prison de Turin, certains venant tous les jours ou plusieurs fois dans la semaine d'autres plus ponctuellement. Les relations entre gardiens et visiteurs ont changé inévitablement.

Grâce à une coordination institutionnelle remarquable ce travail a pu se faire. A un certain moment se sont retrouvés autour de la même table : le Juge du tribunal, les élus politiques de la municipalité et les responsables de l'administration pénitentiaire.

Ensuite un autre projet a été construit : un projet pour les jeunes en difficultés.

Les mesures éducatives spéciales pour ces jeunes ont été supprimées le danger était que cela renforce les mesures d'incarcération. En fait la population de la prison a baissé de plus en plus et en 1984 le nombre avait

diminué de moitié par rapport à celui de 1975 (il y a eu 450 incarcérations cette année là).

Ces deux projets font partie d'un projet plus global sur la ville : le projet jeune qui concerne tous les jeune de la ville de Turin. Il est vrai que le projet réalisé à Turin reste un exemple local, et inscrit dans un environnement spécifique. Cependant le principe reste valable pour d'autres pays avec des variantes dûes à la décentralisation qui existe plus ou moins suivant les pays.

Mr Duccio Scatolero n'est plus responsable du projet d'action en direction de la prison de Turin, la municipalité communiste n'a pu conserver la majorité aux dernières élections, Ainsi le projet a été modifié.

Une journée d'informations avait été organisée le 16 Mai 1987 à Montrouge par l'association "Plan de 5 ans". Mr Duccio Scatolero était venu parler de son expérience avec comme support un film "Sortie de secours".

Une journée semblable avait été organisée par la municipalité d'Orly et par l'AOCEP (Association Orlysienne des Clubs et Equipes de Prévention) le 18 Mai 1987.

Raymond CURIE

## QUELS REMÈDES?

La verrue carcérale taraude les consciences, et force est de constater que les alternatives institutionnelles constituent des impasses et masquent mal un courant étatique répressif de plus en plus réel.

Face à un tel contexte, pour tous ceux qui constatent l'échec, d'un point de vue général, de la prison (la situation économique et sociale rend encore plus impossible sa fonction d'amendement et de réinsertion, quant à son effet dissuasif il est scientifiquement nié!), grande est la tentation de voir une solution dans une bonne application et la généralisation des alternatives institutionnelles comme les TIG ou encore s'attaquer à l'enfermement en demandant une réforme de la détention préventive.

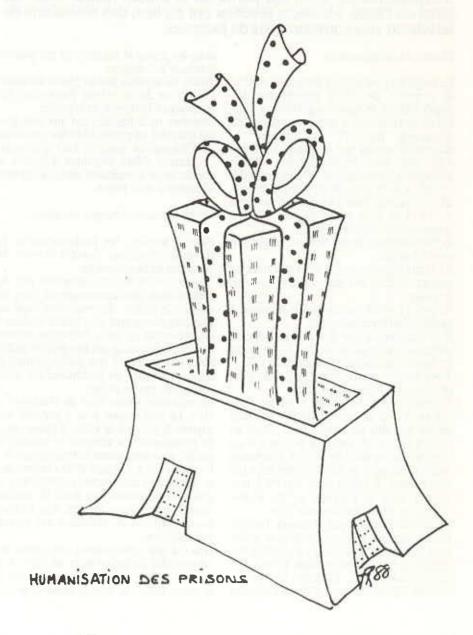
C'est oublier le caractère revanchard et la fonction politique des décisions de justice. C'est croire en une justice indépendante de tous pouvoirs, ayant pour mission et capable de gérer les rapports sociaux. Or s'il s'agissait pour la justice de préserver une vie communautaire, au lieu de se poser la question de qui a commis le crime et comment le sanctionner, ne chercherait-elle pas seulement à savoir comment on en est arrivé là, pour enfin l'éviter. Médiations, conciliation et réparation seraient possibles et souhaitées et la participation des acteurs sociaux favorisée. C'est loin d'être le cas, outre que la phobie sécuritaire pousse à avoir davantage recours à l'Etat (même si la crise de légitimité vis à vis de l'Etat même certains à des attitudes d'autodéfense), veille à protéger son monopole de la violence, de la sanction. Et il n'est pas rare de voir des parties civiles renoncer aux poursuites tandis que le Parquet (magistrats dépendant du ministère directement) s'acharne à punir!

Il faut dépasser le constat d'échec et s'attacher aux causes profondes tant des délits (causes sociales, économiques) que des crimes, démonter les rouages policiers et judiciaires.

En ce sens la question des "remèdes" à la politique du tout carcéral est celle des orientations générales dominantes dans notre société. On ne peut oser en parler, au-delà de la relation d'expériences, sans chercher à ouvrir des espaces politiques, sans se libérer des contraintes étatiques. Certes gagner sur la généralisation des

peines substitutives et la limitation de la détention préventive, serait un pas mais l'idée présuppose très souvent que la prison ne devrait concerner que ceux pour qui tout autre "traitement" a échoué (l'exemple de la répression de la toxicomanie est significatif à cet égard). Ainsi

est justifiée l'exclusion pour le récalcitrant, le "dangereux". C'est la quadrature du cercle. Tant que les prisons existeront, elles seront de vastes lieux d'exclusion. Dynamique qui s'est révélée avec la construction de nouvelles prisons qui devaient remplacer les locaux vétustes



## EFFETS À DÉFAIRE

mais qui en fait se surajoutent!

Mais qui sont ces populations dangereuses? En dehors de la délinquance identifiée par les fichiers OCRB (Office Central de la Répression du Banditisme), la dangerosité est attribuée à toutes sortes d'individus, suspects, constituant une menace sociale potentielle sans pour autant enfreindre les codes. ... une population aux contours indécis, répertoriée dans certains fichiers style GAMIN... On peut nous aussi la cerner au regard d'événements récents, Chalandon n'a-t-il pas tenté d'héberger et de faire travailler les "pré-délinquants" ?

Au gré des campagnes politiques d'opinion tantôt la répression vise les chauf-

fard, tantôt les toxicos.

Pour notre part, nous nous refusons à légitimer la punition par l'enfermement quelles que soient les raison invoquées. Toute l'hypocrisie de la société réside justement dans cette mise à l'écart d'une partie de ses membres (certains prônent encore la solution finale). On ne saurait non plus faire mine d'ignorer le contentieux existant (révélé encore récemment en filigrane de l'infecte campagne médiatique lors de la grève de la faim de certains militants d'Action Directe) entre toute une frange de la population pénale (les DPS, ceux qui peuplent les QI...) et les institutions judiciaires et pénitentiaires, qui les accablent à travers des mesures et des peines dites de "sureté" et ce sous prétexte qu'il n'est pas facile de faire passer dans l'opinion publique la nécessité d'ouvrir les prison.

Faute d'ailleurs de s'attaquer aux causes et problèmes réels posés par l'enferme-ment aujourd'hui, on risque fort de voir se généraliser à la fois la prison et d'autres types de punition avec comme corollaire le développement tentaculaire des institutions judiciaires et leur main mise sur nos vies.

#### **QUELLES ALTERNATIVES?**

Il est évidemment absurde de mettre en prison des mineurs ou encore des personnes ayant commis certains délits (beaucoup étant considérés ainsi vu le retard de la législation sur le mode de vie et l'évolution de la société). Dans ce sens les luttes pour la dépénalisation sont nécessaires pour les dettes, chèques sans provisions, consommation de drogues ou encore actes d'insoumission (militaire, auto-réductions...) etc.

Il va de soi pour tous ceux qui n'acceptent pas la prison et quelque soient leurs convictions profondes, que des pratiques individuelles ou collectives visant à

réduire la portée des décisions judiciaires ou pénitentiaires sont possibles : fournir des garanties judiciaires aux inculpés, gérer des lieux de vie ou mener une activité sociale qui rompt avec l'ennui et le repli sur soi.

Mais pour nous, la seule alternative réelle à la prison, c'est son abolition. D'abord dans les têtes : cette institution sociale devenue machinerie sociale de masse depuis un siècle et demi n'est pas une fatalité. Chaque jour elle démontre son inutilité sociale et même sa nocivité (comment ne pas sortir plus agressif, plus acculé qu'avant et avec une soif de vivre pour rattraper le temps perdu... sans moyen).

Soutenir les luttes de détenu(e)s,

intervenir sur le terrain de la prison et de la justice, tenter de "faire reculer l'ombre de la prison" n'a de sens que si on se situe fermement dans la perspective globale de l'abolition de toutes les formes d'enfermement

La question à ne pas poser est par quoi la remplacer, sinon pourquoi la supprimer? Une telle transformation nécessite de sortir du repli intellectuel et politique dans lequel nous vivons, elle fera immanquablement surgir de nouvelles potentialités capables socialement de gérer la vie collective

**Dominique LEMAIRE** Revue OTAGES.



## Témoignage

Q.H.S.

Conditions de détention et aménagement des cellules du quartier d'Isolement de M.A. de la Santé, Paris, les conditions y sont particulièrement éprouvantes du fait de cet isolement TOTAL. Isolement sensoriel entrecoupé par les seuls cris et plaintes des détenus placés au mitard (Quartier disciplinaire) qui jouxte le Quartier d'Isolement. Quartier Disciplinaire qui abrite une cellule de contention (régulièrement employée à la Santé ainsi qu'une cellule d'Isolement "Médical", cette cellule d'Isolement médical est une cellule vide de tout mobilier, fenêtre condamnée, sans autre commodité qu'une chiotte à la turque, y sont placés les détenus ayant fait une première tentative de suicide. AUCUNE aspérité, aucune fixation rien qui ne puisse faciliter une nouvelle tentative, le béton à l'état brut. A poil, sans autre effet qu'un matelas de mousse, le détenu peut y rester plusieurs jours. Un "Toubib" (on ne peut plus complaisant) le gavera de neu-

roleptiques et le renverra en détention normale. Jusque la prochaine tentative, si ce n'est la bonne... Le Q.I. est donc dans le prolongement de cette coursive. c'est d'ailleurs l'ancien mitard, réaménagé et renforcé après l'évasion de Mesrine de ce même quartier en 79. La cellule est aménagée d'un placard en béton, table en béton, chiotte et lavabo le tout fixé dans le béton. Lit scellé et rabattable sur le mur, tabouret en plastic, fenêtre protégée par une double protection de grillage en métal déployé qui en obstrue et condamne l'accès. Celle-ci se manoeuvre par un câble de l'extérieur et ne bascule qu'à 30° degré. Bien évidemment une rangée de barreaux et une nouvelle grille en métal déployé est fixée à l'extérieur. Cette lucarne est placée à 2,50 m de haut. Il en résulte que nous ne voyons jamais la lumière du jour et encore moins, la couleur du ciel. Aucun rayon de soleil, même timide ne vient jamais réchauffer ce tombeau. La lumière reste allumée du matin 7 H au soir 23 H. extinction des feux. Le bouton de commande se trouve également à l'extérieur.

## ETRE DETENU AUJOURD'HUI Communiquer pour être reconnu

Chaque moment vécu avec les détenus est une expérience originale et unique remettant en question notre pratique professionnelle

Médecin et arthérapeute en milieu carcéral, nous avons rencontré tout au long de notre travail des individus, détenus, personnels soignants, personnels surveillants, travailleurs sociaux. Chaque moment vécu avec eux est une expérience originale et unique. Nous ne pourrons donc tirer des quelques réflexions qui vont suivre aucune conclusion générale, aucune "conduite type à tenir". Nous avons tenté de partager avec les différents partenaires sociaux simplement quelques idées qui nous amènent chaque jour à remettre en question notre pratique professionnelle face au douloureux problème de l'incacération.

Il est évident que le système carcéral est le produit d'une société: les problèmes de prévention de la délinquance comme de réinsertion des détenus libérés restent des problèmes majeurs qu'il est impossible d'aborder dans cet article consacré à la prise en charge thérapeutique des détenus en milieu carcéral.

#### I- ETRE DETENUS EN 1988

Comment vivent les détenus actuellement?

Les détenus vivent parfois à deux ou

trois dans une cellule de 9 m2 ou légèrement plus. Cette réduction de l'espace vital entraîne souvent un comportement agressif et une difficulté pour préserver son "jardin secret".

Nous n'insisterons pas sur les problèmes de promiscuité, du lavabo unique qui sert à laver son linge, ses quelques ustensiles de cuisine, à sa propre toilette; du poids de la porte qui ne peut s'ouvrir, de la vie en cellule 22h sur 24.

La sélection sociale déjà existante à l'extérieur ne fait que s'accentuer lorsque l'on franchit la porte de la prison: par exemple la sélection par l'argent, par la possibilité ou pas de "cantiner" (pour l'achat de tabac, nourriture, journaux, petits matériels....), de bénéficier ou pas de la télévision (60 francs par semaine)... Bref, les conditions de vie sont réduites au strict minimum.

Comment se perçoivent les détenus en prison?

Bien sur chaque détenu est un cas particulier mais néanmoins il règne une atmosphère de "MAL ETRE" à laquelle personne ne peut échapper. Pourquoi ?

1) Le détenu va vivre tout d'abord sa rupture avec le monde extérieur d'une façon selon son histoire, sa culture, sa perception de la gravité de son délit. Tout change pour lui: il y a rupture totale avec sa vie quotidienne, avec ou sans la persistance de liens familiaux ou amicaux.

Nous avons rencontré surtout beaucoup d'individus "paumés", se sentant inutiles et exclus de la société et surtout mal compris.

2) Le détenu va vivre sa culpabilité par rapport à lui même, par rapport à sa famille, par rapport à la société, même s'il ne l'extériorise pas (l'acceptation de leur acte est parfois très douloureuse).

3) Le détenu souffre de manque de communication: toute notion de plaisir est taboue et réprimée. Toute velléité de relation et de communication est "court-circuitée". C'est un facteur aggravant l'isolement du détenu. L'individu va alors peu à peu "s'escargoter". Comme le dirait Françoise Doltot: le monde extérieur lui semble si froid et terrifiant qu'il va se réfugier dans son propre monde intérieur, se coupant encore davantage de la réalité.

L'impossibilité de communiquer peut le pousser dans un état d'aliénation: il se réfugie dans la folie. Ses réactions peuvent alors être imprévisible: il exprimera sa détresse par des thèmes persécutifs, des états régressifs, un repli total sur lui, des tentatives de suicide, des auto-mutilations, des états violents non contrôlés.

contrôlés...

Il faut remarquer les efforts entrepris sur l'ensemble de la détention (ateliers "musique", le sport, la radio, le théâtre.. ). Toutefois le nombre de détenus en bénéficiant est réduit, faute de moyens et de personnels.

4) Le détenu va perdre son identité. A son arrivée en prison il est déjà en pleine crise d'identité, à la recherche de lui même avec souvent une absence d'image parentale positive. Peu à peu, tout au long de son incarcération, il va perdre sa dignité, les notions de responsabilité, il ne décide plus, il est totalement dépendant et perd la notion d'être (un être humain).

### **COLLOQUE DU GRAPE**

8 et 9 Décembre 1988 au Ministère de la Santé - PARIS Prix 400 F.

## LE PLACEMENT FAMILIAL, UN ACTE THERAPEUTIQUE?

Avec la participation de psychanalystes, psychiatres, anthropologue, juge pour enfants et des placements familiaux, membres du Groupe de recherche du GRAPE.

Renseignements et inscriptions:
GRAPE FORMATION ENFANCE
23, rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS
Tél.: 48 78 30 88

## Babars à Depaire

Nous avons pu rencontrer chez certains détenus des signes de dépersonnalisation, avec l'impression de ne plus être soi même dans son image corporelle, dans ses relations avec les autres, dans sa perception de l'environnement.

N'étant pas conscient de ses richesses et ressources potentielles intérieures, sa perception de sa personnalité ne se fait qu'à travers l'image négative qu'on lui envoie: "je suis le MAL, le MAUVAIS, le VIOLENT, le DUR, le NUL". Il va accepter comme une fatalité ce statut psychologique notamment en repoussant toute image valorisante de lui même.

Déjà souvent avant son incarcération, il n'a pas pu exprimer sa véritable personnalité par manque d'opportunités et de compréhension de la part de son entourage.

C'est dans ces conditions, parfois difficiles, voire cruciales, que le thérapeute, qu'il soit médecin, psychiatre, psychologue arthérapeute, va intervenir.

#### II- LA PRISE EN CHARGE THERAPEUTIQUE

En préambule, nous pensons nécessaire de décrire certains attitudes de membres-du personnel soignant en poste parfois depuis plus de 10 ans dans le système-carcéral.

Tout se passe comme si le système répressif d'organisation avait"déteint" sur eux et ils sont très "réactionnels" à toute potentialité dechangement, d'ouverture quant à la prise en charge thérapeutique des détenus.

Prendre en entretien certains détenus relève parfois de véritables prouesses. Nous travaillons donc quelques fois dans des situations très inconfortables que nous devons d'abord dédramatiser pour rencontrer le patient dans des conditions acceptables.

C'est l'importance de la relation établie qui va alors déterminer le succès de la prise en charge thérapeutique. Le mode de communication en prison sera variable selon le thérapeute: laparole, la peinture, la musique, les collages, la poterie...

Le thérapeute adapte "le matériel" mis à sa disposition pour "s'accorder" au langage du détenu, pour percevoir ce qu'il est réellement et quels sont ses véritables besoins.

Le détenu pris en charge a quasiment toujours des carences affectives importantes, n'a souvent aucune référence parentale "positive".

Parfois cette thérapie sera la première opportunité dans sa vie permettant d'établir une relation dans laquelle il va être reconnu, accepté, respecté, en tant qu'adulte à part entière.

Cette relation lui permettra de prendre conscience de ses propres valeurs, de ses aspirations, de ses potentialité, voire de trouver sa place dans la société.

Notre travail est donc avant tout un travail de communication nécessitant écoute, disponibilité, ouverture et absence de préjugés.

Notre travail sera aussi de considérer le détenu comme un adulte à part entière et de le responsabiliser face à sa situation. Nous l'aidons à organiser sa propre vie dans ces conditions de stress permanent.

Nous pensons fermement que pour le thérapeute également, une transformation du regard sur soi et sur les autres est nécessaire en milieu carcéral. Le détenu est le meilleur "enseignant" pour le thérapeute.

La pratique thérapeutique avec le détenu est le meilleur enrichissement pour le thérapeute car il lui permet de confronter ses théorie à la réalité du terrain et par la même de compléter le champ du savoir thérapeutique déjà existant et donc d'enrichir la pratique thérapeutique.

Médecin en milieu carcéral arthérapeute en milieu carcéral

En Province, prenez contact avec nos correspondants. Aquitaine: Philippe Bourglan, résidence Compostelle, 33600 Pessac,

et Sylvie Catona, 16, rue La prade, 64140 Billère. Poitou Charentes: Danielle Petit, 63 rue de la Croix Rouge, 86000Poitiers

#### Témoignage (suite)

Une ampoule de 60 Watts te balance sa lumière blafarde et te crève les yeux. Ampoule placée dans une cavité aménagée au milieu du plafond, protégée elle aussi par une grille... Endroit, pourtant inaccessible. Le tout bombardé de cette peinture jaune cassé, coquille d'oeuf. C'est la couleur reposante, décontractante, préconisée par les Psychiatres... Des études ont été faites !... Le seul changement visible avec la suppression des Q.H.S. en (81) est qu'ils ont décroché la double porte antérieure... Mais les gongs sont toujours là... Nous avons droit à 2 promenades d'une heure, matin et aprèsmidi. Jamais à heure fixe, toujours seul en cour, avec interdiction de communiquer même en promenade. Deux cours sont affectées aux isolés, nous sortons donc à deux, mais un dans chaque cours, jamais avec le même co-détenu, quand nous rendons en promenade, tous les mouvements sont bloqués comme lors de chacun de nos déplacements. Un brigadier et plusieurs surveillants équipés de Talki Walki nous escortent de très près. Fouille par palpations lors de toutes sorties de cellules, et fouille à corps (à poil) avant et après chaque visite, avocat, famille, docteur, assistante sociale, pas-teur, ou autre. Pour nous rendre en cours de promenade, nous quittons le quartier en empruntant un couloir barreauté et grillagé, genre conduit qui mène les fauves à la piste de cirque... Nous quittons ce boyau pour entrer dans une autre cage. La "cage promenade" fait 6 à 7 m de long sur 5 à sa base et à la forme d'une part de camembert. La cage promenade est recouverte, elle aussi d'une épaisse rangée de barreaux, renforcée d'une grille en métal déployé. Pendant l'heure de promenade, le surveillant reste en faction dans son boyau équipé de son émetteur récepteur, et d'une alarme à portée de main. Le quartier est équipé de 11 cellules disponibles. Il est pratiquement toujours plein. Actuellement, nous sommes 10. Nous sommes donc 24 H sur 24 seul et sans aucun moyen de communiquer. Il nous est même pas possible de faire circuler les journaux ou toutes autres lectures. Aucun contact, par quelques moyens que ce soit. Aucune activité récréative, sportive ou intellectuelle, alors que les détenus de la détention normale en bénéficient. L'accès aux cultes nous est également interdit. Les fouilles sont continuelles et répétées, les changement de cellules réguliers, ceux d'établissements fréquents. La censure est draconienne et sans aucune limite, une phrase interprétée subversive et c'est la censure du courrier. Ce sont les sur-

## LA RECIDIVE ET SA MESURE

Objet de débat constant, le phénomène de la récidive n'échappe pas à la "quanto-frénésie" des politiques et des médias en matière criminelle. Quelle que soit la thèse développée, celle-ci se doit d'être étayée par de nombreuses références chiffrées : les fameux "taux de récidive" au statut souvent douteux...

Ainsi donne-t-on des pourcentages, 40 %, 50 %, 70 %, 90 % sans indiquer la nature de la population considérée, sans définir ce que l'on entend par récidive (récidive légale, nouvelle condamnation, retour en prison?) et sans, naturellement, préciser la durée de la période d'observation retenue pour calculer ce taux (6 mois, 2 ans, 7 ans?). Il est pourtant évident que le niveau du taux peut dépendre, de façon considérable, de ces trois paramètres.

La dernière enquête nationale menée en France dans ce domaine a été réalisée en 1981 (1). Elle portait sur l'ensemble des condamnés à une peine de trois ans et plus, libérés en 1973, soit 2 093 personnes.

## MOTIF DE L'INCARCERATION INI-

Il s'agit de l'infraction ayant motivé la détention qui prend fin en 1973. Nous avons, d'abord, distingué deux souspopulations: les condamés pour un délit, au nombre de 932 (44,5 %) et les condamnés pour un crime, au nombre de 1 161 (55,5 %).

La répartition des condamnés pour un délit selon l'intitulé de l'infraction principale est la suivante : La répartition des condamnés pour crime et la suivante :

minants ont les suivants:

- le sexe : le taux de retour est 4 fois plus

| Ensemble:                                | 1 161 | 100,0 |
|--|-------|-------|
| Autres:                                  | 31    | 2,8   |
| Coups à enfants aggravés :               | 13    | 1,1   |
| Incendie volontaire:                     | 21    | 1,8   |
| Attentat à la pudeur sur adulte :        | 59    | 5,1   |
| Assassinat - parricide:                  | 94    | 8,1   |
| Coups et blessures volontaires aggravés: | 101   | 8,7   |
| Attentat à la pudeur sur mineur :        | 106   | 9,1   |
| Viol:                                    | 149   | 12,8  |
| Meurtre:                                 | 164   | 14,1  |
| Vol qualifié :                           | 422   | 36,4  |
|  | Eff   | -70   |

#### FREQUENCE DU RETOUR EN PRI-SON

Pour évaluer la récidive, il n'a pas été tenu compte des conditions juridiques posées par le Code Pénal pour la récidive légale, mais des nouvelles condamnations à une peine d'emprisonnement ferme, inscrites au casier judiciaire avant 1981. Le devenir des détenus considérés a donc été examiné sur une durée comprise entre 7 et 8 ans.

Le taux de retour en prison est, pour

| Taux | de | retour |
|------|----|--------|
| Taux | uç | retour |

| Moins de 25 ans ;      | 50 % |
|------------------------|------|
| 25 à moins de 30 ans : | 54 % |
| 30 à moins de 40 ans : | 46 % |
| 40 à moins de 50 ans : | 31 % |
| 50 ans et plus :       | 17 % |

élevé chez les hommes que chez les femmes (44 % contre 11 %);

- l'âge au moment de la libération : le taux de retour diminue lorsque l'âge augmente :
- l'état matrimonial : les personnes mariées ou vivant en concubinage ont un taux de retour plus faible que les célibataires (34 % contre 50 %);
- les antécédents judiciaires (2) : le taux de retour est d'autant plus élevé que le passé judiciaire est lourd (0 CA = 29 %, 1 CA = 52 %, 2 CA et + = 66 %);
- la catégorie de l'infraction : le taux de retour en prison est près de deux fois plus important pour les auteurs d'un délit que pour les 2 d'un crime (58 % contre 30 %);
- le quantum de la peine prononcée : globalement le taux de retour varie en raison

|                                     | Eff. | . %    |  |
|-------------------------------------|------|--------|--|
| Vol:                                | 650  | 69,3   |  |
| Coups et blessures volontaires:     | 99   | 10,6   |  |
| Escroquerie:                        | 44   | 4,7    |  |
| Trafic de stupéfiants:              | 33   | 3,5    |  |
| Proxénétisme:                       | 25   | 2,7    |  |
| Coups à enfants :                   | 23   | 2,5    |  |
| Recel:                              | 12   | 1,3    |  |
| Abus de confiance :                 | 5    | 0,5    |  |
| Emission de chèques sans provision: | 5    | 0,5    |  |
| Autres:                             | 36   | 3,9    |  |
| Ensemble:                           | 932  | 1000,0 |  |

Nous remarquons l'importance des vols et plus généralement celle des "atteintes contre les biens" (près de 80 % de l'ensemble des délits).

l'ensemble de la cohorte, de 43 %. Ce taux global varie fortement en fonction de variables socio-démographiques et pénales. Les facteurs les plus discri-

## ESSES À DÉSAIRE

inverse du quantum de la peine prononcée, de 52 % pour les condamnés à une peine de 3 à 5 ans à 34 % pour les condamnés à 5 ans et plus. Mais ce résultat est évidemment lié aux variations du taux en fonction de la nature de l'infracsocial et professionnel de l'intéressé grâce aux mesures d'assistance et de contrôle dont elle est assortie et par le choix des détenus qui en bénéficient.

> Pierre TOURNIER Ingénieur de recherches au CNRS

|                      | DELIT  | CRIME  | ENSEMBLE |
|----------------------|--------|--------|----------|
| 3 à moins de 5 ans : | 57,7 % | 34,4 % | 52,0%    |
| 5 ans et plus :      | 60,5 % | 29.0 % | 31.0 %   |
| Ensemble:            | 58.2 % | 30,2 % | 42.9 %   |

#### GESTION DE L'EXECUTION DES PEINES ET RETOUR EN PRISON

Les condamnés qui ont bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle ont un taux de retour nettement inférieur à celui des condamnés libérés en fin de peine (37 % contre 53 %).

Plus généralement, il a paru intéressant de regarder s'il existait une corrélation entre l'érosion de peines (3) et le risque de retour en prison.

Une plus grande clémence au niveau des modalités de l'exécution des peines favoriserait-elle la délinquance en ôtant du poids aux condamnations prononcées?

A l'analyse, on constate que le taux de retour (T) augmente nettement avec l'accroissement de la part de la peine subie en détention (po) (4):

| . 1 70 %           | TD 00 01 |
|--------------------|----------|
| po = moins de 70 % | 1 = 28 % |
| po = 70 - 80 %     | T = 43 % |
| po = 80 - 90%      | T = 48 % |
| po = 90 - 100 %    | T = 60 % |

On retrouve cette corrélation positive entre proportion de temps effectué en détention et taux du retour dans chaque sous-population définie par les variables "âge à la libération", "passé judiciaire", "catégorie d'infraction" et "quantum de la peine prononcée".

Cette corrélation s'explique, en partie, par le fait qu'à une érosion forte correspond le plus souvent une sortie en libération conditionnelle et que les condamnés bénéficiant de cette meure ont une intensité du retour en prison nettement inférieure à celle des libérés en fin de peine.

Ce dernier résultat peut s'expliquer à la fois par l'efficacité de la libération conditionnelle qui favorise le reclassement (1) TOURNIER P., "Le retour en prison", Paris, XXIe Congrès de l'Association française de criminologie, Le Récidivisme, PUF, 1985, 65-89.

(2) CA = condamnations à une peine d'emprisonnement ferme antérieures aux faits ayant motivé la détention qui prend fin en 1973.

(3) Le terme "érosion" est utilisé pour désigner les mécanismes (réductions de peine, grâces, libération conditionnelle) qui pendant l'exécution d'une peine, raccourcissent la durée primitivement prévue.

(4) po est le rapport du temps passé en détention sur le quantum de la peine prononcée.

#### Témoignage (suite)

veillants du quartier qui nous servent les repas, distribuent les cantines, nous ne voyons qu'eux. Aucun contact avec d'autres détenus. Les parloirs sont équipés de 3 cabines, dont une avec séparation. Tout le temps de ta visite, les surveillants sont derrière toi, collés à la porte, à épier tous les mouvements et enregistrent ce que tu dis. Un surveillant reste du côté famille, l'autre côté détenu. Les gardiens sont bien évidemment équipés de micros, mais cela n'est pourtant pas suffisant, ils poussent le vice, le voyeurisme jusqu'à te violer ces quelques minutes d'intimité, ces quelques instants de chaleur humaine arrachés à cet univers de béton, de haine, de non-vie, je pense qu'il est inutile de dire et rappeler que ces conditions de détention sont inacceptables. Les plus grands psy. et autres toubibs dignes de ce nom s'accordent à dire que c'est "la torture blanche", qu'elle entraîne des dérèglements terribles et irréversibles, tant au niveau physique que psychique. Les 4 d'A.D. mènent un combat, il est respectable même si tu ne partages pas leur sensibilité. Moi même comme tant d'autres "Droit Commun" je n'ai pas de couleur politique et il n'empêche que je crève dans ces caveaux... Comme eux! Certains veulent un statut, leur regroupement, c'est leur combat. pour ma part, je pense que la volonté de tous devrait être animée par cette farouche détermination et la prise de conscience de nos droits, au delà de toutes considérations politiques. Droit au respect de la personne humaine. Ne pas accepter l'inacceptable - c'est notre devoir, notre force, notre liberté.

Thierry CHATBI Mars 88

| VOTRE PUBLICITE,                   |
|------------------------------------|
| VOS ANNONCES                       |
| DANS LE PROCHAIN                   |
| NUMERO                             |
| TARIFS PARTICULIEREMENT AVANTAGEUX |
| EXEMPLES HORS TAXES                |

1/6 DE PAGE (6X13) F 290 1/4 DE PAGE (9X13) F 360

1/2 PAGE (18X 13) F 590

**LA PAGE ENTIERE (18X26)** F 980 **CONTACTS: CATHERINE BOULENGER, PAROLES ET PRATQUES** 

SOCIALES, 8, IMPASSE DES TROIS SŒURS, 75011 PARIS

TEL: (1) 46 70 86 05

## LES ALTERNATIVES POSSIBLES A L'INCARCERATION DES MINEURS

Mme Jarnot-Salem, Juge des Enfants, nous fait part de son expérience professionnelle des raisons qui peuvent la motiver pour une incarcération. Elle nous parle des alternatives possibles à l'incarcération. Quelques chiffres illustrent la situation de l'incarcération en France pour les mineurs.

PEPS: En tant que Juge des Enfants, pouvez-vous nous expliquer comment se fait une mise en détention.(1)

Mme Jarnot: quand on travaille comme magistrat et principalement comme Juge des Enfants, les détentions des mineurs se font toujours entre deux rendez-vous. Le mineur est déféré, il faut alors prendre une décision très rapidement. Si une mise en détention est requise par le parquet, il doit y avoir un débat contradictoire avec:

la présence du mineur,
la présence du parquet,
la présence de la défense.

Ce n'est pas le cas lorsqu'aucune mise en détention n'est demandée. Nous avons peu de temps pour réfléchir au pourquoi et au comment. En fait, lorsqu'il y a une demande d'incarcération, il s'agit souvent de dossiers connus.

Dans la pratique, on a souvent discuté avec le service éducatif qui travaille auprès du tribunal (SEAT).

Avec le Juge d'Instruction, c'est différent. Celui-ci intervient pour des affaires concernant des dossiers mixtes (majeurs et mineurs) et dans le cadre des crimes et des délits commis par des mineurs. Pour les crimes, le Juge d'Instruction pour Mineurs a compétence exclusive. Ces derniers n'ont pas toujours "l'optique mineur". L'aspect éducatif prime moins. Le Juge d'Instruction a plus facilement tendance à incarcérer et ce d'autant que ce magistrat n'est pas spécialisé. Ce fait est corroboré par les statistiques.

En ce qui me concerne, depuis deux ans, j'ai ordonné 5 mises en détention pour des mineurs de plus de 16 ans. Quand les faits sont graves et qu'il y a récidive, pour éviter la détention, j'utilise plus couramment le contrôle judiciaire qui permet d'avoir des garanties notamment de représentation.

PEPS: Quelle est la position du Juge

pour Enfants par rapport à l'incarcération des mineurs?

Mme Jarnot : Nous, Juges pour Enfants, nous avons une pratique et une réflexion syndicale sur l'incarcération. Pour nous, la prison désocialise. L'aspect éducatif de l'enfermement est vraiment limité.

Souvent, lorsque l'on incarcère un mineur, on a tout essayé avant cela. Nous pouvons citer l'exemple d'un jeune mineur connu en assistance éducative et né en 1970. La première ordonnance date du 10.12.1985 en raison de "troubles du comportement" et " des difficultés scolaires", le mineur est alors suivi en assistance éducative.

Le premier placement intervient dans une Institution spéciale de l'éducation surveillée car ses parents ne peuvent plus le prendre en charge.

Le psychologue l'a perçu alors comme un jeune ayant une personnalité inhibée et anxieuse.

Après plusieurs placements, il désirait retourner chez sa mère et préparer un stage de palefrenier.

Sa situation s'est ensuite détérioré, des infractions ont alors été commises.

En juin 1987, il est alors placé dans un lieu de vie dans le cadre d'un placement fait à un tiers digne de confiance. Dans ce "lieu", il fût à l'origine de violences auprès de jeunes et des animaux.

De retour chez sa mère, il travaille mais se dispute très vite avec elle. Il part alors chez son père, suite à un conflit avec sa belle-mère,il repart et vole une mobylette.

En décembre 1987, il a alors été placé dans un foyer d'accueil d'urgence, puis, il est renvoyé quelques temps après en raison de problèmes de comportement. Il est de nouveau placé dans un service d'accueil d'urgence,

Ce foyer l'oriente vers une famille d'accueil mais à nouveau il commet un vol de carte bleue, au préjudice de l'accueillant. De retour chez son père puis chez sa mère où il commet un vol, il est ensuite accueilli par sa grand-mère à qui il a également dérobé de l'argent. Dans l'attente d'un placement dans un foyer de jeunes travailleurs, il fugue et vole un portefeuille.

Durant cette période, il refuse de voir le service éducatif qui le suit dans le cadre d'une Liberté Surveillée.

Tous les projets éducatifs ayant échoués et sa famille refusant de le prendre en charge, il est incarcéré pour une durée de 14 jours suite à ces deux derniers délits. L'éducatrice peut le rencontrer en maison d'arrêt alors qu'elle ne le voyait plus depuis plus de 2 mois.

Il part ensuite faire ses "trois jours" pour son incorporation dans l'armée et en attente d'y aller au mois d'août 1988, il est placé dans une ferme équestre dont il connaissait le propriétaire et qui acceptait de le prendre en charge.

L'incarcération a été ordonnée car ce mineur s'installait dans une délinquance à répétition et se désocialisait complètement

PEPS: Quelles alternatives à l'incarcération utilisez-vous si vous en utilisez? Mme Jarnot: L'incarcération provisoire est une solution extrême. Les alternatives sont la liberté surveillée préjudicielle et le contrôle judiciaire. A l'audience pénale, les substitutions à l'emprisonnement sont le sursis avec mise à l'épreuve, les amendes, le T.I.G. (Travail d'Intérêt Général), la liberté surveillée et la protection judiciaire.

En fait, l'idéal serait que les mineurs soient déférés très vite et donc jugés rapidement. Si le dossier n'est pas urgent, l'attente du jugement peut être d'une année. Si le dossier est urgent comme dans le cas d'agressions aux personnes ou par des délits à la toxicomanie, les jugements sont plus rapides.

## BBBETS À DEFAIRE

En ce qui concerne le T.I.G., cette peine apparaît être un bons système car le jeune "paye sa dette" à la société.

Ce n'est pas uniquement pour réparer l'atteinte à la propriété mais plutôt de payer sa dette sans être exclu du système et donc de rentrer dans le tissu social.

Le T.I.G. peut être une valorisation sociale dans le monde où vit le jeune. Par exemple,il peut travailler dans un stade municipal de la commune, dans une bibliothèque ou dans les jardins. De 1985 à 1986, le nombre de T.I.G. prononcés a augmenté de 66,3 % pour passer de 469 à 780.

PEPS: quelle est la position du 'Syndicat de la Magistrature par rapport à l'incarcération.

Mme Jarnot : Au niveau du Syndicat de la Magistrature, nous avons voté à plusieurs reprises contre l'incarcération des mineurs.

Aujourd'hui, nous intervenons auprès du législateur pour faire voter la suppression de la détention des mineurs de moins de 16 ans.

Le législateur a d'ailleurs voté cette suppression le 30 Décembre 1987 en supprimant toute possibilité de mise en détention provisoire des mineurs de moins de 16 ans.

PEPS: Que pensez-vous de l'encadrement renforcé comme solution éducative prônée par Mr Chalendon (2) et Mme Gianotti (3)?

Mme Jarnot : Il serait inutile de recréer les "bagnes d'enfants" qui furent condamnés au début du siècle.

Pour les mineurs vraiment difficiles, pourquoi reconstruire des centres spécialisés alors que paradoxalement les Quartiers de Haute Sécurité ont été fermés et que les dangers de tels centres sont connus depuis de nombreuses années.

PEPS: Pouvez-vous nous parler des conditions d'incarcération des mineurs dans les maisons d'arrêt?

Mme Jarnot : Il existait un quartier pour mineurs à Bois d'Arcy qui a été supprimé

durant plusieurs mois car il a été détérioré par les mineurs. Ce quartier a été réouvert récemment. Les mineurs ne peuvent pas accéder aux ateliers ; ils n'accèdent que rarement au centre sportif et les promenades s'effectuent dans une cour réservée. Les cellules accueillent trois, quatre voir cinq jeunes. Un projet éducatif est en voie d'élaboration afin de permettre au mineurs de suivre une scolarité et de participer à des activités culturelles et sportives.

La promiscuité est bien entendu néfaste pour les mineurs. Il existe dans ces cas là 70 % de risque de récidive. Malgré cela, l'incarcération est justifiée au niveau de la société à double titre :

- en mettant à l'écart le jeune, on protège la société.

- la prison permet de le punir de la "faute" dont il est coupable.

Ceci dit, nous pouvons tout de même remarquer une baisse de l'incarcération provisoire des mineurs prononcée par les juges des enfants en opposition à l'augmentation des incarcérations des majeurs. Il est certain d'une part que les services d'orientation éducative auprès des Tribunaux pour Enfants ont permis cette baisse des incarcérations grâce aux alternatives proposées par les éducateurs. D'autre part que les textes récents ont permis de limiter la détention provisoire. Paradoxalement les peines d'emprisonnement prononcées par les Tribunaux pour Enfants sont en augmentation.

En général, les mineurs que nous incarcérons sont le plus souvent des jeunes très connus par le Juges pour Enfants et ce sont pour la plupart du temps des "cas limites".

Pour éviter leur incarcération, nous essayons de travailler le plus possible avec des gens extérieurs à la justice notamment avec les psychiatres.

Enfin, il nous arrive également d'avoir recours au retour au pays pour certains jeunes afin de leur éviter une désocialisation.

(1)Interview de Mme JARNOT, juge pour enfants au tribunal pour enfants de Nanterre,

par Patrick Fréhaut, éducateur à la COAE d'Antony

(2) Mr Chalendon: Ministre de la Justice de Mars 1986 à Mai 1988.

(3) Mme Gianotti : Directrice de l'Education Surveillée de Mars 1986 à Juillet 1988.

#### Annexe 1

Ministère de la Justice, Direction de l'Education Surveillée, Délégation Régionale Ile de France.

Evolution de la détention provisoire des mineurs en Ile de France

La diminution régulière depuis 1982 du nombre des mandats de dépôt concernant les mineurs dans l'ensemble de la France (5970 en 1982 - 4903 en 1985) est également observée dans la région Ile de France.

- 1982 : 1766

- 1893 : 1582

- 1984 : 1386

- 1985 : 1174

Cette tendance se poursuit en 1986 si l'on s'en tient aux chiffres comparés des 10 premiers de 1985 et de 1986.

10 premiers mois 1985 : 1008. 10 premiers mois 1986 : 877.

L'étude du nombre des mandats de dépôt par Tribunal fait apparaître des différences notables selon les indications de la région parisienne (cf. tableau cidessous).

#### Quelques statistiques

En 1987: 3943 mandats de dépôt dont 790 pour les mineurs de moins de 16 ans et 3153 pour les mineurs de 16 à 18 ans. Par rapport à 1986, il y a une baisse de 7,6 % (-327) pour les moins de 16 ans et il y a une baise de 3,65 % pour les mineurs de 16 à 18 ans.

En 1988: le nombre total des mineurs incarcérés au 01/01/88 était de 841 au lieu de 1012 en 1987 (Stat. in Droit de l'Enfance et de la Famille" Vaucresson 1988, article de D. Pical, pages 19 et 24).

#### NOMBRE DE MANDATS DE DEPOT PAR T.E. D'ILE DE FRANCE VILLES **ANNEE 1985** 10 PREMIERS MOIS DE 1985 10 PREMIERS MOIS 1986 **PARIS** 516 396 442 BOBIGNY 159 100 139 NANTERRE 133 64 113 **PONTOISE** 78 105 80 **VERSAILLES** 94 82 89 78 **EVRY** 61 73 CRETEIL 40 61 32 **MEAUX** 27 12 24 MELUN 23 16 TOTAL 877 1174 1008

## **VIVRE OU SURVIVRE**

## Une personne condamnée effectue sa peine, mais les conséquences vont au delà de celle-ci.

Pourquoi avez vous choisi de travailler avec les sortants de prison?

- J'ai d'abord choisi d'être assistante sociale avant de décider de mon lieu de travail. Cela me semblait correspondre à des options fondamentales de mon choix de vie : ouverture vers les autres, intérêt pour la relation humaine, notion de service. J'ai fait un stage au cours de ma formation au comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL). Les questions de justice, délinquance, sanction m'avait toujours intéressée. J'avais le sentiment que la prison ne répondait pas au problème posé par la marginalité et l'acte délictueux. Ayant découvert qu'il existait d'autres formes de peines, sanction, j'ai décidé d'y travailler. l'aide à la réinsertion sociale des anciens détenus est fondamentale pour prévenir la récidive, les peines de substitution sont enco-

#### - Quel est le rôle de l'assistante sociale?

- Le CPAL est l'institution qui gère les mesures de justice autre que l'incarcération : sursis probatoire, libération conditionnelle, travail d'intérêt général, aménagement de peine. Il accueille également les libérés définitifs et les oriente.

\* Le sursis avec mise à l'épreuve : SME.

Il est sursit à l'exécution de la peine à condition que le condamné respecte certaines obligations (répondre aux convocations du juge ou du délégué à la probation, avoir un domicile fixe, réparer les dommages causés par l'infraction, ou bien se soumettre à des mesures de soins... Ces obligations particulières répondent aux principes de l'individualisation de la peine.

#### \* La libération conditionnelle : LC.

C'est une libération anticipée, sous réserves du respect des obligations. Dans son déroulement elle ressemble au SME, mais elle diffère dans son esprit. Le condamné a forcément exécuté une partie de sa peine en prison, il n'a pas eu l'occasion de "faire ses preuves".

#### \* Le travail d'intérêt général : TIG.

Le condamné doit effectuer un certain nombre d'heures de travail (entre 40 et 240) sans rémunération. Le travail s'exécute au service d'une association, collectivité locale ou commune. Le CPAL organise le déroulement de la peine en fonction des possibilités et compétences du condamné.

#### \* Les aménagements de peine : AP.

Il est possible dans certains cas d'exécuter une peine par petites fractions ou en semi-liberté : possibilité de partir la journée pour aller travailler, retour obligatoire le soir.

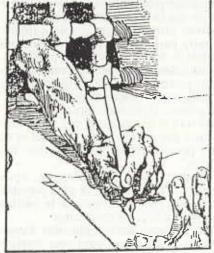
Le délégué à la probation est travailleur social: assistante sociale ou éducateur. Il accompagne les personnes condamnées dans le déroulement de ces mesures. Il a un double rôle :

- application de la condamnation avec contrôle du respect des obligations,

- aide pour mettre en place la réinsertion.

Cette ambiguïté est parfois difficile à gérer, elle se révèle aussi source de dynamisme dans une mesure éducative. Celle-ci n'est pas neutre, elle induit une forme de contrôle social. Dans ce travail le contrôle est visible, et clairement exprimé à travers les obligations. La transgression est donc sans ambiguïté. Dans le quotidien, l'application d'une meure est souple : pour l'essentiel le délégué doit être au courant de la situation de la

## OTAGES



BP 37 59651 VILLENEUVE O'ASCO CAPPA personne suivie. Par exemple, être sans emploi n'est pas un motif de révocation, heureusement ! Mais le but poursuivi est la mise au travail, donc la mise en place d'un comportement adapté : inscription à l'ANPE, recherche de formation qualifiante, etc... Ces mesures se déroulent dans la durée : 3, 4 ou 5 ans. Ce suivi exige une vigilance du travailleur social envers lui-même : il ne doit pas se transformer en contrôleur, ni se retrouver en porte à faux par rapport à l'institution judiciaire qui l'emploie.

Le TIG existe depuis 1984. IL importe que l'esprit de la loi ne soit pas perverti. En effet cette peine est parfois prononcée pour des personnes qui pourraient bénéficier du sursis simple. Or il doit rester une peine de substitution à la prison. La population des CPAL est rarement informée de sa propre situation pénale; le délégué apporte une aide administrative et juridique: informa-

tion sur les trois bulletins du casier judiciaire et leur délivrance, sur les requêtes possibles en aménagement de peine, ou pour effacer des incapacités (commerciales par exemple). C'est un aspect important de la responsabilisation de l'individu.

- En quel état physique et psychologique vous trouvez les sortants de prison?

- Ca dépend! Bien sur l'incarcération a des méfaits caractéristiques, qui sont je pense connus des lecteurs de ce journal: rupture et ses conséquences, sur le plan de l'emploi, de la famille, du logement, des repères sociaux. Mais le degré de richesse matérielle et morale des entrants est important aussi. De plus je me méfie des généralités: il reste essentiel d'écouter chaque personne. Pour l'un, l'incarcération était la seule façon d'arrêter la "dégringolade" dans laquelle il se trouvait, comme dans une spirale. En quelque sorte, il s'agit d'une conduite inconsciemment préparée. Pour l'autre, elle est une incompréhension totale, qui entraîne l'agressivité.

A la sortie il y a la joie et l'angoisse d'affronter la liberté : surmonter l'humiliation et faire face à ses responsabilités. La prise en charge de l'individu en prison a des répercussions graves. Et tous les problèmes matériels : recherche d'hébergement, transport, repas, carte d'identité, ou tenue de travail, etc...

Sur le plan physique, il se pose parfois des problèmes dus à la rupture de traitements médicamenteux. En effet de fortes doses peuvent être utilisées en détention pour maintenir le calme.

- Comment la société française réagit-elle par rapport à cette population ?

- D'une part elle a réagit depuis longtemps à tra-

vers la législation. Une personne condamnée effectue sa peine, mais les conséquences vont au delà de celle-ci: inscription sur un casier judiciaire accessible aux administrations et collectivités publiques, parfois à l'employeur, suppression de certains droit civiques, commerciaux. D'autre part l'opinion publique en général réagit par le rejet. Insécurité, peur, agacement face à la délinquance, volonté de punir. L'exploitation par les médias et la politique de ces sujets brûlants ne facilitent pas les choses. Mais il se trouve des exceptions, et je pense en particulier aux associations contactées pour accueillir des "tigistes" (personnes condamnées à exécuter un TIG) et qui ont répondu favorablement...

- Face à la réaction de rejet, quelle est votre attitude?

## (Y0]#####################

- Il me semble que l'option fondamentale est l'information. Le rejet naît de la peur, qui est elle même méconnaissance. C'est une forme de racisme, la peur de l'étranger, de celui qui est différent. Il faut dire qu'est ce que la prison, qu'est ce qu'il s'y passe, quelles sont les conséquences d'une détention, qui va en prison, pourquoi, commettent-"ils" des délits ? etc... Mais la justification absolue est un travers, peut-être un danger aussi. Expliquer pourquoi ne justifie pas le délinquant a des explications pas forcément des excuses même si la muance est parfois difficile à saisir. C'est un piège pour l'information, mais aussi pour les personnes concernées. Il faut lutter contre le discours des éternels assistés, intégrés dans le système : "donnez moi de l'argent, ou bien je volerai en sortant d'ici par votre faute". Il faut être crédible à l'extérieur, responsabilisant à l'intérieur.

- Dans le contexte de crise économique de la France, l'insertion sociale et professionnelle est-elle possible?

- Heureusement je pense que oui!

Le travailleur social, à travers la relation avec la personne condamnée, ne fait que développer ses aptitudes et potentialités. Il tire sur tout ce qui existe comme réseau social. Il informe, oriente. La crise économique rend l'insertion plus difficile, car il faut se battre plus longtemps, être plus fort, plus tenace, que dans une période de plein emploi par exemple. Mais de ma vie professionnelle je n'ai jamais connu une telle période... Un ancien détenu m'a écrit quelques mois après sa libération, "pour s'en sortir il faut être un sur-

Interview de Oudina WESTPAL, Assistante Sociale au C.P.A.L. de Paris, par Marcelino BAMAHONA



Où trouver PEPS à Paris : Au Limonaire. 88, rue de Charenton 75012 Paris Demander Daniel 43 43 49 14

#### REINSERTION PROFESSIONNELLE DES DETENUS

Les détenus libérés peuvent désormais bénéficier des actions de formation destinées aux chômeurs de longue durée, sans devoir être inscrits à l'ANPE pendant 12 mois.

La population jeune : la moitié des entrants sont âgés de moins de 25 ans, soit environ 85000 à 90000 par an. les personnes sans profession, les chômeurs : 45 % des détenus présentent les caractéristiques générales des publics en difficulté (échec scolaire-bas niveau de

qualification, instabilité ou absence d'expérience professionnelle).

Pour près de 45 % des entrants, la durée de l'incarcération se situe entre deux mois et un an. Pour environ 12 % d'entre eux, celle-ci dépasse l'année.

Stages pour Chômeurs de longue durée ouverts aux détenus libérés : Contrats de réinsertion en alternance (CRA)

Stages de réinsertion en alternance (SRA)

Stages FNE/CLD

Stages FNE pour femmes isolées (FNE/FI)

Stages modulaires.

#### STAGES POUR CLD OUVERTS AUX DETENUS LIBERES

| Formule                 | C.R.A.  | S.R.A.  | Stages F.N.E./C.L.D.  | Stages F.N.E./F.I.  | Stages modulaires   |
|-------------------------|---|---|---|---|---|
| public normalement visé | Demandeurs d'emploi de<br>+ de 26 ans, inscrits à<br>1*AMPE depuis + d'un<br>an pouvant intégrer au<br>bout de quelques mois. | Demandeurs d'emploi de<br>plus de 26 ans inscrits à<br>l'ANPE depuis 2 ans ou<br>plus.              | Demandeurs d'emploi<br>inscrits depuis un an ou<br>plus à l'ANPE. | Femmes isolées privées<br>de ressources inscrites à<br>l'ANPE depuis plus d'un<br>an. | Demandeurs d'emploi<br>défavorisés inscrits à<br>l'ANPE depuis plus d'un<br>an.                           |
| Objectifs               | Embauche de chômeurs de longue durée.   | Réaccoutumance aux situations de travail.   | Complément de formation.  | Orientation remise à niveau réinsertion   | Redynamisation et réin-<br>sertion  |
| Durée et modalités      | 1 an minimum dont une<br>durée de formation de<br>300 H minimum égale à<br>la moitié de la durée tota-<br>le du contrat.      | 5 mois en entreprise<br>(exceptionnellement 8<br>mois) dont 60 H/mois de<br>formation en organisme. | 450H de formation en moyenne en organisme et en entreprise.       |   | 450 H en moyenne par<br>module de formation per-<br>mettant de composer des<br>itinéraires individualisés |
| Statut                  | Salarié sous contrat à durée<br>déterminée ou sous contrat à<br>durée indéterminée  | Stagiaire de la formation professionnelle (S.F.P.).   | S.F.P. ou chômeur indem-<br>nisé.                                 | S.F.P. ou chômeuse indemnisée.  | S.F.P. ou chômeur indem<br>nisé.  |

Muret, le 13 Septembre 1988

COMMUNIQUÉ ET REVENDICATIONS DES PRISONNIERS DU CENTRE DE DETENTION DE MURET S.O.L.I.D.A.R.I.T.E.

A l'occasion de la journée nationale d'action du 13 Septembre.

Les détenus du centre de détention de MURET ont entamé un mouvement de protestation le lundi 12 Septembre qui s'est traduit par un refus général de regagner les cellules à 18 H 30, à l'issue de la fin de "promenade". Ce mouvement pacifique s'est poursulvi jusqu'à 20 H 30.

Aujourd'hui, mardi 13 Septembre, nous exprimons notre solidarité avec l'ensemble des prisonniers de France. Nous observerons donc également une grève de la faim collective à l'occasion de cette journée.

Cette action est destinée à appuyer les revendications suivantes :

 - au plan national : nous demandons que les condamnations prononcées contre les mutins des Beaumettes, St. Maur, Besançon et Einsisheim soient annulées. Suppression des mitards et du prétoire. Application de la loi sur les permissions de sortie et sur les conditionnelles. Commutation pour tous les condamnés à perpétuité. Permissions pour les perpétuité. Suppression des peines de sureté.

Suppression des contraintes par corps. Fin de l'interdiction des relations sexuelles,
- au plan régional : élections de détenus délégués chargés des négociations avec la direction avec
réunion mensuelle. Améliorations des cantines, des grilles de salaires. Gratuité de toutes les activités
culturelles et sportives et participation des détenus dans leur gestion. Accès meilleur aux douches, Agrandissement des parloirs avec respect de l'intimité. Fin du régime "Centrale" à Muret.

## LE D 49.1 : MISE SOUS ECROU

## Il s'agit dune importante réforme concernant les modalités d'éxécution de la peine

Issu d'une loi du 6 Août 1985 réformant certaines dispositions du code de procédure pénale, l'article D 49.1 du code précise :

"Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à six mois d'emprisonnement concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au juge d'application des peines un extrait de la décision, accompagné, le cas échéant, de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas six mois. Le juge de l'application des peines détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné.

A défaut de réponse du juge d'application

des peines dons le mois suivant la commu-

nication visée à l'alinéa précédent et même

en cas d'urgence, avant ce terme, la peine

peut être ramenée à exécution par le minis-

tère public en la forme ordinaire".

BADINTER.

Il s'agit d'une importante réforme de l'exécution des peines, bien dans la ligne de l'action volontariste menée par le Président de la République, François MITTERAND et son Ministre de la Justice Robert

Déjà, de 1982 à 1984, nous avions vu fleurir un certain nombre de textes mettant en place une nouvelle politique pénale et notamment, la loi du 23 Décembre 1983 (création du travail d'intérêt général).

Cette loi transfère au Juge d'application des peines et à son comité de probation, composé de travailleurs sociaux, les attributions depuis toujours dévolues aux services de police en matière d'exécution des peines ; elle est destinée à permettre, le plus souvent qu'il est possible, l'exécution de l'emprisonnement sous le régime de :

- La semi-liberté (travail de jour et incarcération la nuit uniquement).
- La libération conditionnelle ab initio créée également par R. BADINTER (possibilité de purger sa peine en milieu libre si la moitié au moins de celle-ci a été effectuée en détention provisoire).
- Les chantiers extérieurs (travail et résidence à l'extérieur de la prison avec l'obligation de ne pas quitter le lieu fixé sans avoir obtenu une permission de sortir).
- Suspension ou fractionnement de la peine (exécution par "fractions" en fonction des nécessités familiales ou professionnelles.

Ce qui est, actuellement le plus fréquemment appliqué, c'est l'exécution de l'emprisonnement sous le régime de la semi-liberté.

En effet, pour permettre aux condamnés de conserver leur emploi ou d'entreprendre le stage primitivement prévu, la situation est donc étudiée comme dans les exemples qui suivent:

Un homme, condamné à douze mois d'emprisonnement dont six mois avec sursis. Il y a, en plus une mise à l'épreuve sur trois ans, qui demande un suivi dont nous parlerons ultérieurement.

Dans cet exemple le client ayant fait appel de la décision, l'extrait pour écrou a été établi par la cour d'appel du lieu de condamnation.

La situation est examinée à la fois sur le

est possible d'aménager la peine sur la semaine, avec incarcération tous les soirs, ou le week-end. Dans cet exemple, compte-tenu des

plan familial et professionnel. En effet, il

Dans cet exemple, compte-tenu des horaires et de la distance du lieu de travail, nous envisageons l'incarcération tous les soirs. Ce monsieur est célibataire, sans charges familiales. Il aura, ainsi, un weekend sur deux de libre. L'incarcération courra sur les six mois, les remises de peines non déduites (elles sont de sept jour par mois maximum).

Le contrat de travail doit être précis, tant sur les horaires, la durée du contrat, le lieu de travail.

La connaissance, ou non de la situation pénale par l'entreprise est à prendre en considération. En effet, dans cet exemple, le condamné a mis au courant l'employeur qui accepte la situation. Ce n'est pas toujours le cas, aussi il est souvent nécessaire d'être prudent dans la circulation des informations.

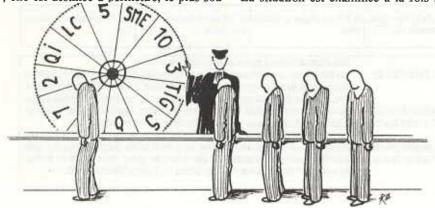
Lorsque les modalités sont clairement définies, une ordonnance est établie par le Juge d'application des peines, qui précise, la date d'incarcération, les heures d'entrée et de sortie de la maison d'arrêt, les permissions de sortie, en week-end, et la participation financière de l'intéressé, si ses revenus le permettent.

Dans ce cas précis, il lui est demandé, compte tenu de son salaire un fixe de 10 F par jour de présence et 10 % de ses revenus nets.

Il reste, ensuite, pour lui, à se présenter à la maison d'arrêt, volontairement, à la date qui a été prévue.

Il est très angoissé. C'est sa première incarcération.

L'agent de probation lui propose de l'accompagner. Il dit qu'il se présentera seul. Quelques semaines plus tard, il demandera s'il ne lui serait pas possible d'effectuer sa peine tous les week-end, compte-tenu des frais que lui occasionnent les déplacements. L'agent de probation se renseigne auprès du juge d'application des peines. Celui-ci ne veut pas modifier la situation, et la décision est prise de faire un prêt d'honneur pour aider le détenu, prêt qu'il commencera à rembourser à la fin de son incarcération, c'est à dire, lors de la mise en libération conditionnelle qui est en principe mise en place à mi-peine.



## SOPTIE DE SECOUES

Le deuxième exemple est celui d'un homme condamné pour un problème de moeurs lié à un problème d'alcoolisme très ancien.

Dans cette situation également, il y a à la fois une mise sous écrou et un sursis mise à

l'épreuve de cinq ans.

Lorsque ce client se présente, il est sans travail, et présente un état alcoolique important. C'est d'ailleurs la cause première du délit.

Lors du premier entretien il apparait comme un individu très fragile psychiquement. Il pleure et se contrôle difficilement. Il s'exprime de façon hachée et n'explique pas on acte sans pour autant le nier ni le minimiser.

Il dit s'occuper en faisant les jardins, notamment à la Mairie de son village, et pour effectuer un stage dès le lundi suivant, pour une durée de huit mois. C'est un stage de qualification en chaudronnerie.

Il faut qu'il fasse ce stage. Rendez-vous est pris afin de modifier les modalités de mise sous écrou, et de faire un aménagement en semi liberté.

Le client, à la suite de cette mise en stage, commence à avoir une attitude positive. Il se présente, plus sûr de lui. Il n'a plus le comportement perçu lors du premier entretien. Il est à "jeun", et explique clairement

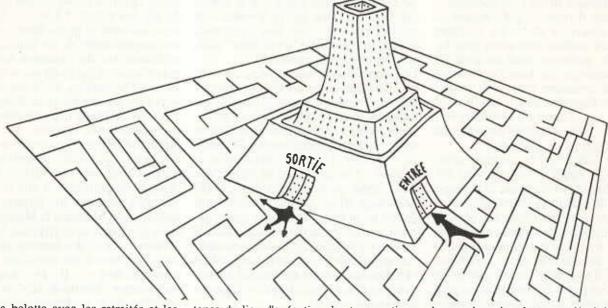
ce qu'il fait et l'intérêt qu'il y porte.

L'approche du jour d'incarcération lui fait moins peur d'autant qu'il est question de faire l'aménagement de peine durant les week-end. En effet, compte tenu de la diss'aperçoit à l'usage, que les détenus, au bout d'un mois, supportent assez mal de rester, ou d'entrer à la maison d'arrêt quand les autres détenus sont dans leur famille. Leur petit nombre les marginalisent et ils sont mis à par, dans le secteur semi-libre.

N'ayant pas vécu, la plupart de l'emprisonnement ferme auparavant, très vite ils réclament des week-end, quitte même, à faire un week-end de plus.

Il faut la parole du Juge d'application des peines pour mettre un frein à leur requête très répétitive, au fur et à mesure que les semaines s'écoulent.

Enfin, il faut précisé que l'organisation, à la maison d'arrêt, de l'accueil des semi-libre devient de plus en plus complexe. En effet



jouer à la belotte avec les retraités et les chômeurs, comme lui.

Il dit néanmoins, s'ennuyer. En regardant sa date de naissance, on s'aperçoit qu'il a juste quarante ans. il est sans travail depuis 1981, date de son divorce.

Il dit s'être inscrit pour un stage AFPA et d'être en attente d'un rendez-vous.

Il n'a jamais été condamné auparavant, et parait complètement paniqué à l'idée de l'incarcération,

Un nouveau rendez-vous est pris, pour fixer la date d'incarcération, afin qu'il puisse prendre ses dispositions pour se faire.

Dix jours plus tard, la date est fixée, et tout est prévu pour une incarcération de quatre mois ferme et compte tenu de l'anxiété du client, le service psychiatrique de la maison d'arrêt est prévenu qu'il faudrait peut-être prévoir un suivi durant l'incarcération.

La veille de l'incarcération, ce client téléphone au travailleur social du comité qu'il l'a reçu pour lui signaler qu'il est accepté tance du lieu d'exécution du stage pratique et des horaires, il ne lui sera pas possible d'être à la maison d'arrêt aux horaires d'ouverture et de fermeture du service de semiliberté, c'est à dire, 7 H le matin 19 H le soir.

La date est fixée, l'ordonnance est établie par le Juge d'application des peines.

Il est convenu que le travailleur social du comité qui a suivi la situation jusqu'alors et qui continuera avec le sursis mise à l'épreuve, l'accompagnera à la maison d'arrêt. Le futur détenu a besoin d'être sécurisé, c'est sa première incarcération.

Mais, il n'y a plus lieu, compte-tenu de l'évolution positive du comportement de ce détenu, de demander une prise en charge du centre neuro-psychiatrique Régional. Le suivi prévu par le juge se fera dans le cadre du centre de soin en milieu ouvert du lieu de résidence du client.

L'aménagement de peine sur week-end est une meure souple d'incarcération. Mais on le nombre de place est limitée, et les demandes sont de plus en plus fréquentes. Pourtant, il ne faut pas perdre de vue la nécessité de maintenir l'emploi des détenues ayant à effectuer des courtes peines. La sortie de Maison d'Arrêt est ainsi facilité, à la fin de l'exécution de cette peine. Mais faire coïncider tous les paramètres est souvent une gymnastique complexe.

Aussi l'exécution de ses courtes peines demandent parfois plus que les délais officiellement accordés, et également une collaboration de l'ensemble des partenaires n'ayant pas toujours les mêmes intérêts et objectifs.

Et aujourd'hui, à l'heure où ces lignes sont écrites, beaucoup de ces petits condamnés attendent avec anxiété de savoir si l'amnistie existera ou pas après le 8 Mai 1988...

> Danielle PETIT Assistante Socialea au comité de probation de Poitiers

## UN CHANTIER D'ANEANTISSEMENT

Ce soir, deux hommes se retrouvent seuls ensemble à dîner : le Ministre de la Justice et le Ministre de la Santé. Deux hommes convaincus d'humanité avec l'être humain, qui voulaient "faire socialiste" dans les mesures qu'ils prônaient. Deux déçus de la politique, comme l'est tout être humain. Bravo à ces hommes.

N'empêche, il reste un goût bizarre au fond du gosier ce soir : les quartiers d'isolement seraient inhumains pour les prisonniers politiques mais pas pour les droits communs, ou bien l'inhumanité est-elle si commune dans notre société qu'il faut faire des choix "politiques" quant à ses secteurs d'application ? L'humain, est-ce que ça ne concerne pas tout le monde ? Non ? Ah bon !

Ce récent "débat" sur la fermeture sélective des Q.I. (Quartiers d'Isolement) tendrait à démontrer l'usage que le politique continue de faire du problème pénal et, si l'on objecte que l'Administration pénitentiaire est trop puissante pour être secouée de front, il sera au moins prouvé que le pouvoir, dans la cité, ne se trouve pas être là où il es pourtant vendu comme tel : l'Etat n'est pas le Pouvoir mais un pouvoir, le pouvoir visible. Quand on pense qu'un Vialette a une voix au chapitre et que cette seule voix, horriblement trompeuse, peut contrecarrer une décision ministérielle, on pleure sur l'idée de démocratie ; lorsqu'on songe que la bêtise d'un Toubon ou d'un Pasqua a ses entrées à l'Assemblée, on se dit que c'est vraiment trop!

Dans le présent contexte peu-on au moins espérer que des voix s'élèvent? La reconstruction de la Centrale de Saint Maur, en train de devenir numéro un au hit-parade de la "sécurité" et, fatalement, de la répression, ne laisse place à aucun rêve. Le pouvoir répond par un accroissement de répression, refuse de se poser les questions nécessaires.

Nous convenons qu'un dialogue résoud souvent bien des problèmes d'où il nous faut conclure, d'une absence totale de dialogue, que l'on ne veut pas résoudre le problème pénal. Monde du silence et du rejet, monde de l'arbitraire administratif. Quand ça fonctionne, admettons que les questions ne sont pas urgentes, mais, lorsque ça ne fonctionne plus, faut-il s'obstiner et courir vers les catastrophes inévitables? Mais alors aussi: pourquoi préférer la catastrophe à la médiation et le drame aux réformes rassurantes? Bien sûr l'on peut répondre que tout le monde s'en fiche du pénal que la question n'en est donc pas une - mais, face à l'urgence, peut-on dire que cette "explication" suffise à d'autres qu'aux imbéciles?

Une administration qui a tout pouvoir sur les individus qu'on lui confie (pouvoir qui, bien souvent, s'oppose au pouvoir judiciaire avec succès et donc ne le respecte pas); une administration dont le seul plan de fonctionnement est l'exercice de ce pouvoir et l'acquisition d'un plus de pouvoir - pouvoir qu'elle ne détient que d'elle-même ; une administration qui fait beaucoup mieux qu'infantiliser : qui détruit un individu à petit-feu sans autre motif que sa destruction mesurée dans la jouissance sadique d'un pouvoir en exercice qui détruit l'espace et le temps où un être peut être comme tel qualifié. La prison n'est rien d'autre qu'un chantier d'anéantissement!

Quand un Vialette dit que supprimer les Q.I. c'est "faire circuler les fauves dans les coursives" il oublie, volontairement, que la révolte de Besançon fut une révolte contre ces Q.I. à l'intérieur même du Q.I. de Besançon : les mutins demandaient la suppression de ces discriminations arbitraires. Ce sont les Q.I. qui enfantent les révoltes, les preneurs d'otages. Dans cet exemple, aucun prisonnier politique, ni à Saint Maur, ni à Ensisheim. Ces révoltes récentes montrent suffisamment vers quelles violences ce système s'achemine depuis quelques années. Vers quel contenu d'enfermement se dirige le système pénitentiaire ? Espérons que l'avenir n'ait pas à nous l'apprendre trop brutalement...

Nous sommes sincèrement désolés, nous prisonniers de Saint Maur de déranger ainsi les bonnes consciences, celles qui prônent plus de répression, celles qui s'en fichent, celles qui "politiquement" ne

peuvent agir contre ce qu'est, actuellement, en train de fabriquer le système judiciaire français. Cela concerne tout le monde dès aujourd'hui, cela ne doit laisser personne indifférent!

Qui, non concerné et même celui-là, s'est un jour posé sérieusement la question de savoir ce qu'est l'enfermement quotidien, durant des années ? Qui s'est honnêtement demandé ce qu'est devenu celui qui sort un petit matin de cet étrange et long nihilisme que des hommes fabriquent pour d'autres, à coups de textes de loi, de votes à l'Assemblée, de "mesures" destinées à apaiser une citoyenneté inquiète...-? Il nous semble, à nous qui comprenons du dedans ces choses, que Pierre Arpaillange s'est posé cette question, qu'il a immédiatement compris qu'il faut autre chose que des discours pour résoudre le problème et que la sécurité véritable passe par des réformes essentielles. Merci Monsieur le Ministre.

Il est inquiétant qu'au pays des "droits de l'homme" il y ait des hommes sans droits - ou bien faut-il les considérer comme non-humains. Il est inquiétant qu'Amnesty "Internationale" ne veuille connaître de la souffrance qu'une forme réduite et localisable : l'arbitraire politique, l'emprisonnement pour des idées. Lorsqu'on est coupable (exécutable) aux yeux d'une loi, souffrir devient correct, démocratique? Aucun organisme, de porté nationale ou internationale, n'est intéressé au sort des détenus dits "de droit commun" -eh quoi ! qui dit le droit sinon l'Etat, donc le politique? Toute infraction est, fatalement, infraction politique; toute répression est politique, toute souffrance. La douleur est la transcendance du droit!

Evidemment, ceux qui vont en prison "y sont pour quelque chose" et "ce n'est pas des camps de concentration"... Evidemment. Mais il peut y avoir pire qu'un camp d'extermination : là où la souffrance est sans fin, là où on ne vous extermine jamais physiquement mais là où l'on vous fait "vivre", longtemps, cette radicale vérité, plus assassine que les guillotines que, bien que debout sur vos

jambes, vous n'appartenez plus à la race des vivants. Mort non réelle pourtant "vécue" comme mort : mort à l'être. Remettez "ça" en circulation mais ne restez pas sur le chemin d'une telle "chose", vous comprendriez que votre sécurité réelle passe par l'abolition du pénitentiaire!

Les prisonniers se révoltent, ils réfléchissent aussi. Ils ont parfaitement compris le processus qui vise leur destruction, ils n'acceptent plus. Cette "lucidité" gagne de plus en plus de têtes, déchire de plus en plus les sentiments. Depuis "toujours" objets pour les autres, objets de "discours" et de répression;, ils finissent aussi par savoir qu'ils n'ont rien à espérer d'un pouvoir politique. Ils ont réclamé le dialogue avec insistance. Que quelqu'un vienne et comprenne, dise la vérité sur ce qui se passe réellement dans ces antres secrets où du secret fonctionne. Ils ont écrit, ils ont lutté, ils ont cassé des prisons, pris des otages pour qu'on les écoute. C'est toujours la même réponse étroite : non! Vous n'avez rien à dire, nous n'avons pas à vous écouter. Quand ça ne va plus, la violence vient remettre "de l'ordre".

Continuez messieurs les politiques, refusez les réalités, cachez la vérité - mais j'ai peur qu'un jour l'ensemble de la société ait à répondre de la façon dont elle aura traité ses exclus.

Des prisonniers de Saint Maur invitent l'ensemble des français à se poser des questions et la classe politique à débattre publiquement du problème. Mentir aux citoyens n'est plus d'époque. Les prisonniers veulent une table ronde de laquelle ils ne seront pas exclus, comme chaque fois où les invités ne sont pas les bons. Seuls les prisonniers savent ce qu'est la prison. C'est à eux de parler. Ils demandent que les prison soient ouvertes aux journalistes, aux citoyens soucieux d'apprendre ce qui s'y passe. Ils veulent les rencontrer et non être cachés.

Deux ministres, hommes de savoir et non de pouvoir, ont opté pour la réalité. Ils ont été désavoués par leur Premier Ministre: en politique on fait de la politique, Messieurs, pas autre chose. On pense les êtres et les choses en fonction des idées que l'on a des êtres et des choses. Pour l'humain, voyez la Ligue des Droits de l'HOmme, Amnesty Internationale, S.O.S. Racisme, Harlem Désir...

Nous sommes allés voir... Nous n'avons rien vu.

C.A.G.E

## PREAVIS DE GREVE DE LA FAIM

Nous, détenus des Maisons d'arrêt de la région parisienne, informons Monsieur le Président de la République qu'à partir du mardi 13 Septembre 1988, un mouvement de protestation se traduisant par une grève de la faim collective aura lieu dans l'ensemble des prisons françaises.

Nos revendications portent essentiellement sur les points suivants :

- 1°) Respect et application des Droits de l'Homme. Respect de la dignité de chaque individu et en général des principes fondamentaux de la déclaration des Droits de l'Homme.
- 2°) Application de l'ensemble des meures de réformes du Code de procédure pénale
- Obtention d'un plus grand nombre de libérations conditionnelles.
- Expulsion à mi-peine effective pour les détenus qui le désirent.
- Obtention de permissions de sorties.
  Possibilité effective de transfert pour
- rapprochement familial.

   Uniformisation des règlements inté-
- Uniformisation des règlements intérieurs aux prisons.
- Que l'emprisonnement soit réellement l'exception. Que les détenus en détention préventive n'attendent pas trois ans pour un jugement en Correctionnelle ou 18 mois de délai pour un examen en Cour de Cassation.
- 3°) Suppression du prétoire et du mitard où le détenu est sans la moindre garantie de défense face à l'arbitraire de certains directeurs. Suppression prioritairement de l'isolement,
- 4°) Suppression des statuts particuliers et autres formes de discrimination.
- 5°) Mise en place de véritables structures pour la réinsertion (que penser d'un projet de 15 000 places où n'est prévue aucune cellule pour la semi-liberté? Des défaillances par manque de services éducatifs? D'une commission de conditionnelle où seul le détenu n'est pas représenté?
- 6°) Amélioration générale des conditions de détention :

- \* Relations et maintien des liens avec la famille
- a) Respect et correction dans l'accueil des familles.
- b) application dans les faits des circulaires ministérielles concernant l'aménagement des parloirs et respect des normes d'espaces prescrites (6m2) pour chaque détenu et sa famille.
- c) Intimité respectée dans les parloirs.
- d) suppression de la censure.
- \* Hygiène
  a) Plus grande fréquence des douches.
- b) Possibilité d'accéder aux soins et examens souhaités ou nécessaires.
- c) Changement des draps, serviettes, etc..., plus souvent qu'une fois par mois comme c'est le cas actuellement.
- d) Distribution périodique de produits d'entretien.
- \* Travail

Possibilité de travailler pour les détenus les plus défavorisés, mais avec une rémunération décente et non pas pour 350 F de salaire mensuel pour un détenu classé

\* Etudes

Accession pour tous aux études avec un effort plus soutenu pour l'alphabétisation. Extension et multiplication des activités socio-éducatives.

- \* Alimentation
- a) Servir des repas décents (chauds, équilibrés, cuisinés).
- b) Importantes améliorations des cantines dans le choix des produits (fruits et denrées alimentaires, produits de première nécessité, de toilette et d'hygiène, vêtements, etc...).
- c) Parité entre toutes les prisons quant à la possibilité de faire chauffer ses repas.
- d) Réajustement et mise à niveau des prix de location TV (prix qui vont du simple au triple actuellement).
- 7°) Création d'une commission chargée d'enquêter sur les abus et décisions arbitraires de sanctions prises à l'encontre des détenus des Baumettes, Saint-Maur, Besançon et Ensisheim. Commission qui devra être indépendante de l'Administration Pénitentiaire afin de pouvoir en toute impartialité déterminer les responsabilités et les causes des mutineries et révoltes dans les prisons au cours de ces derniers mois.

## ALTERNATIVES A L'EMPRISONNEMENT

"Puisque l'autorité judiciaire et quelle soit sa coloration politique, invoque pour vocation de penser et d'agir en vertu d'une volonté d'intérêt général, et plutôt que d'abreuver l'opinion avec une sempiternelle polémique entre prétendus "laxistes" et "pragmatiques" (sans que pour autant le droit constitue à mon sens le terrain le plus favorable à la gestion et résolution des problèmes économiques et sociaux), des issues conciliatoires existent, peuvent être développées et se doivent d'être tant revendiquées qu'exercées en faveur des alternatives à l'emprisonnement.

Alternatives qui, pour des résultats à moyen et à long terme, représentent une approche de l'intérêt social général plus cohérente que la démission et l'aveu d'échec implicitement contenus dans l'acceptation et l'application de "solutions" à court terme et à exclusivement répressives.

Six points me paraissent essentiels:

- 1 Pour ce qui concerne la petite délinquance, serait nécessaire la création de formes et structures multiples de conciliation hors la traduction devant les tribunaux, par exemple au niveau des quartiers et sous la responsabilité de citoyens appartenant au tissu associatif local.
- 2 Une réelle tentative de conciliation devrait pouvoir s'exercer dans le cadre d'un débat contradictoire auquel participeraient l'inculpé, le magistrat instructeur, le représentant du parquet, la partie plaignante et les défenseurs, ce dans tous les cas d'inculpation.
- 3 Pour tout détenu prévenu, dès le moment où sont connus les résultats d'enquête préliminaire de comissions rogatoires et qu'alors conformément aux lois de contrôle et/ou rendez-vous judiciaires largement appliquées vis à vis des auteurs présumés de délits et de crimes sécuritaires, le maintien en détention ne s'avère plus nécessaire, ni pour "la manifestation de la vérité" ni pour "préserver du trouble causé par l'infraction", et la liberté doit être la règle.
- 4- Dans le cadre du jugement en procédure correctionnelle, la loi prévoit la suspension ou l'exemption de peine pour tout accusé dès lors que celui-ci est socialisé ou en voie de re-socialisation, que le trouble à l'ordre public a cessé ou

se trouve en voie de cesser, et le préjudice causé par l'infraction est ou se trouve en voie d'être matériellement réparé. Cette mesure doit être prise en considération, voire appliquée dans tous les cas où l'accusé peut et veut arguer des garanties, capacités et volontés propres à y répondre.

5 - Le développement des peines substitutives à l'emprisonnement. Parler de "vision irréaliste" serait, en la matière, faire acte d'incapacité à imaginer un modèle de société autre que carcéral, voire de démagogie. Sans pour autant constituer la panacée d'une résolution des conflits sociaux et des problèmes judiciaires, une extension des mesures de substitution aux peines encourues de deux ans (et suivant inflation des réquisitions et verdicts!), aurait pour principal intérêt de permettre aux justiciables demandeurs d'entamer de suite une resocialisation plutôt que d'en être à priori entravés (par un préjugement de la récidive et par l'exclusion carcérale). Aussi ces peines substitutives pourraient tout à fait être correctement rémunérées dans le cadre de travaux qui ne soient pas dévalorisants pour l'individu, et en relation avec la réparation de l'infraction, voire même avec la partie civile et sous le regard conciliatoire d'acteurs sociaux et/ou de membres d'associations.

6 - Les peines privatives de liberté sont généralement requises et prononcées lourdement en regard des éventuelles mesures de libération conditionnelle. Non pas dans l'esprit de ce que le condamné puisse assurer une préhension sur la durée de "sa" peine et non pas dans la lettre de ce qu'une libération anticipée intervient systématiquement à mi-peine; mais dans la double volonté de façonner un masque humain à l'appareil judiciaire et de maintenir l'ordre dans les prisons. La proposition et l'accession à la libération conditionnelle, ainsi qu'à toute autre forme d'aménagement de peine, doivent être automatiquement possibles à la mipeine, ce quels que soient le type de condamnation et la situation pénale; c'est à dire basées sur l'évolution et le devenir de l'individu plutôt que d'après des critères essentiellement fixés sur le passé judiciaire du condamné. Aussi doivent être étendues les notions de garanties, volontés et capacités susceptibles de répondre à une re-socialisation, et non

plus se limiter aux seules références de travail salarié et de structures d'accueil caritatives, administratives ou familiales.

Sur ce dernier point, j'ajouterai qu'une grave carence existe au niveau du système décidant des délais de proposition et d'accession à la libération conditionnelle qui plus est aggravée aujourd'hui par l'allongement des périodes dites de "sureté". En substance, il m'apparaît qu'une études en commission d'application des peines et en présence du condamné pour la proposition et l'accession à la libération conditionnelle au plus tard à mi-peine, ce dès la première et chaque année suivant la condamnation, permettrait d'éviter pour partie les risques de rater l'opportunité d'une libération anticipée et, par conséquent, de provoquer des réactions désespérées et récidi-

Je concluerai par ce qu'il nous appartient aujourd'hui de réfléchir et de débattre ensemble sur les moyens à utiliser pour informer largement et pour sensibiliser aux nécessités d'imaginer des issues conviviales qui participeraient à une responsabilisation et à une gestion collectives des problèmes et conflits liés à la délinquance, ce au plus possible hors les structures étriquées des institutions. Et bien évidemment, sur les moyens de créer des permanences juridiques, des réseaux constitutifs de "garanties de resocialisation", des structures associatives conciliatoires et d'"accueil" des libérés.

#### Lettre signée d'un détenu de la Santé

Rappelons qu'en Juillet 1987, les détenus de la Santé, refusaient leur plateau en avançant les revendications suivantes:

- gagner sur l'obtention de libérations conditionnelles, les libérations provisoires (en nous aidant pour répondre aux garanties d'emploi, de ressources, de domicile).
- Se défendre face à la justice pour imposer un prononcé moins lourd des peines.
- exiger un large fonctionnement des alternatives à l'enfermement (semi-libertés, etc...).
- et enfin se donner les moyens d'interpeller l'opinion publique au nom de laquelle on incarcère toujours davantage.



#### LE GRIP = GROUPE DE REFLEXION ET INFORMATION SUR LA PRISON Association Loi 1901

A pour objet, tout d'abord, d'éveiller la conscience publique aux situations d'injustice, découlant des failles de l'actuel Système Pénal et de l'enfermement systématique du justiciable, dans des lieux dégradants pour toute personne humaine.

dégradants pour toute personne humaine.
Par son journal, le GRIP (5 parutions annuelles)
multiplie les possibilités d'information, témoignages, lettres, statistiques et analyses approfondies sur les questions Pénitentiaires, afin que chacun puisse faire sa propre critique et exercer son
jugement de facon équitable.

jugement de façon équitable. L'Association donne priorité aux mesures de PRE-VENTION, basées sur la connaissance des causes

profondes de la délinquance.

LE PRISONNIER fait l'objet d'une grande attention : correspondance, enseignement, visites, pour certains.

Le SORTANT, peut de même bénéficier du réconfort d'un réseau d'amitié, auquel il peut toujours

De plus, des interventions auprès des gouvernements, des Médias, ont lieu chaque fois qu'il est nécessaire de signaler des décisions ou situations préjudiciables au respect des Droits de l'Homme.Des révisions de procès sont épaulées avec le concours d'autres associations.

Nous n'aimons pas travailler en isolés et nous concertons avec nombre d'autres Associations axées sur les mêmes problèmes, assurant ainsi une meilleure audience à nos prises de position pour une meilleure JUSTICE.

GRIP - B.P. 3010 - 391 - LYON

LE GROUPEMENT NATIONAL D'ENSEI-GNEMENT AUX PERSONNES INCARCE-REES (GENEPI) a pour objectif principal de participer à l'effort public en faveur de la réinsertion, grâce au développement de contacts entre les étudiants et le monde pénitentiaire.

L'intervention peut être à caractère socio-culturel, enseignement général, formation qualifiante ou interventions ponctuelles, ainsi que l'information du public

du public.

Le GENEPI se compose de 700 étudiants répartis en 50 groupes locaux (60 établissements).

Pour connaître les coordonnées d'un groupe local (qui sont rarement permanentes), ou pour recevoir notre plaquette de présentation veuillez nous contacter à l'adresse suivante:

GENEPI - 247 rue Saint Honoré - 75038 PARIS Cédex 01 - Tél. : 49.27.04.63

#### COMITE JUSTICE-PRISON - CITE DU LUTH - GENNEVILLIERS

Au local de l'ASTI en LUTH et AHGE - 41 bd beaumarchais - 92230 GENNEVILLIERS - Tél. : 47.94.81.51 - 47.92.39.13

Le groupe du COMITE JUSTICE-PRISON de GENNEVILLIERS a pour but d'informer toute personne sur ses droits en cas d'arrestation ou en cas de détention.

Dans cette situation la famille a un rôle important à tenir, à savoir, informer sur les conditions d'incarcération et soutenir les justes revendications des détenus(es).

Le choix de l'avocat est très important.

Le groupe "JUSTICE-PRISON" de Gennevilliers se propose d'aider les familles à prendre les contacts nécessaires afin d'assurer une défense correcte.

Le détenu(e) a des responsabilités, une fois qu'il a été informé et soutenu pour sa défense, il doit à son tour, informer ses codétenus(es) de ce qui peut être fait par ceux, qui à l'extérieur, sont solidaires avec ceux qui sont en détention.

Nous comptons sur l'aide et la participation de chaque détenus(es) parents et amis(es) pour assurer la défense du droit de toute personne confrontée à des problèmes de justice ou de détention afin d'assurer leur défense par la prévention ainsi que par le suivi des personnes incarcérées.

Des informations utiles à la réinsertion des détenus(es) sortants seront données pour que soient respectés leurs droits sociaux.

NON A LA DETENTION ...!

LA PRISON NE RESOUD AUCUN PROBLE-ME...!

ESSAYONS ENSEMBLE DE FAIRE RESPECTER NOS DROITS...!

La permanence "JUSTICE-PRISON" se tiendra tous les jeudi de 18H30 à 20H30 ainsi que la réunion d'Assemblée Générale avec d'autres associations A.H.G.E.-A.P.A.D.-A.S.T.I.- tous les derniers jeudi du mois de 19H30 à 20H30 au local de l'A.S.T.I. en Luth - 41 bd Beaumarchais - 92230 Cité du Luth à Gennevilliers - Metro : Gabriel Peri Asnières Gennevilliers - Bus 304-166.

#### Témoignage

## SALUT POTEAU,

Enseiheim, Lundi 26 Avril 1988

J'en suis à ma huitième lettre, pour rassurer les gens qui me connaissent et leur dire que tout va bien ; comme tu le vois, je suis toujours là, avec les autres ; pour le moment, il n'y a pas encore eu de baluchonnage malgré les ateliers réduits en cendres, de même que la cuisine et le vestiaire ; quant aux cellules, elles sont en ruines : plus de wc, de lavabo, de glace, de meubles ; rien ; pas d'eau, pas d'électricité ; on est à trois en cellule, sans rien et sans promenade ; on avait été sortis et parqués dans un gymnase de la ville toute la journée de dimanche ; j'ai été le dernier à réintégrer les lieux, dans le noir absolu, à part les projecteurs. Je ne dis pas le nombre de flics, gendarmes, CRS, pom-piers, croix-rouge, militaires, GIGN, etc... Mais tout s'est bien passé ; évidemment, tu peux imaginer ce que ça donne à plusieurs en cellule, cracra comme ce n'est pas possible car tout est dégueulasse ; avec une tinette et de l'eau dans un seau. la fameuse assiette en carton des QHS, le couteau et la fourchette idem ! Mais tout s'arrange vite ; on pensait que la centrale était foutue ; ah, ah, ah, ah, ! Quelle rigolade! Dans un mois elle sera comme avant ; sauf les ateliers que les bulldozers finissent de démolir ; c'est mon spectacle de la journée ; je regarde ça et les CRS qui sont encore là pour pas mal de temps, certainement. Quant aux affaires, j'ai réussi à sauver ma machine à écrire et les habits que j'avais sur moi ; terminé ! Tout le reste a cramé ou a été foutu en l'air par les militaires ; ce sont eux qui ont vidé les cellules et ils n'ont rien laissé ; juste avant la mutinerie, j'avais eu la visite de Marie-Odile ; elle m'avait dit qu'elle n'avait rien reçu ; et bien c'est une chance ! comme ça, au moins, ce n'est pas perdu... Ce que l'avais à la fouille, tous mes bouquins, habits, chaussures, tout, tout, tout; même les affaires de toilette ; et c'est le cas de la plupart des mecs. Mais franchement, c'est quand on se retrouve dans cette situation qu'on se rend compte que l'importance qu'on attachait à ceci ou à cela est vraiment dérisoire, ça ne manque pas plus qu'autre chose et ça n'empêche pas de vivre ; beaucoup en bavent, alors que moi je me souviens que dans le temps c'était la situation habituelle à tous les mecs ; le paquetage était vite fait : on n'avait rien ! Pour ce qui est des transferts, on ne sait pas qui restera et qui partira ; il devrait y en avoir quelques uns qui seront baluchonnés, mais pas beaucoup. J'ai pu discuter avec Asset ; surtout que dès le début des négociations mon cas a été cité en exemple pour montrer où on en est

# LA REVUE **OTAGES**

Forts de l'expérience d'une émission de radio libre locale avec des familles de détenu(e)s, des liens tissés avec le monde carcéral au travers d'une association intra/extra muros, des détenu(e)s demandent à notre équipe extérieure (composée essentiellement de militants associatifs d'origines diverses qui pour des raisons sociales ou éthiques refusent toutes formes d'enfermement) de donner un écho plus large à leur réflexion et à leur combat. C'est ainsi que fin 1983, notre journal OTAGES lance un numéro d'essai, com-

posé de lettres de détenu(e)s. Notre objectif était clair : "la prison détruit ceux qui la peuplent, refusons de peupler la prison, détruisons

ce qui nous détruit".

Au fil des colonnes, OTAGES fut une caisse de résonance aux revendications et luttes qui agitent le monde carcéral, favorisant la circulation des informations et des débats entre détenu(e)s, et tentant de convaincre le lecteur de l'absurdité de la prison.

Parallèlement à ce travail de publication et autour de notre émission de radio, un groupe informel travaillait à mettre la prison sous haute surveillance : dénonciation publique des abus et arbitraires, relais des revendications et des luttes.

C'est ainsi que, par exemple, nous avons :

mené campagne (pétitions) contre la préventive alors que les détenu(e)s demandaient collectivement des mises en liberté provisoires profitant de la libération d'un policier baveur :

- ouvert un feu d'artifice face à la prison alors que les détenu(e)s observaient des refus de plateau contre la censure, pour l'obtention de parloirs conjugaux...

- Lors d'un refus de remonter de promenade à la Maison d'Arrêt, des familles occupaient la Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire pour y présenter la liste de revendications des prisonniers. Il s'agissait aussi de se tourner vers les premiers pour-

voyeurs de la prison : police, justice. C'est ainsi que nous avons accompagné plusieurs détenus en défense libre lors de leur procès (campagnes sur l'intime conviction, l'accès au dossier, les pratiques judiciaires, etc...) tentant de rendre collectifs les acquis et difficultés au travers du journal.

La prison laissait échapper la colère et la révolte des enmurés, nos actions y faisaient écho. Pourtant cette dynamique à l'intérieur comme à l'extérieur laissait un

goût amer. La répression succède à la révolte carcérale. Transferts, peine de prison supplémentaires, la mort parfois pour les mutins ; surveillance, intimidations policières voire même arrestations pour les militants anti-carcéraux. Il s'agissait d'une attaque en règle à la gestion productive pour la lutte des liens intr/extra muros. Le coup de grâce sera la censure (non fondée légalement mais intraitable) de notre bulletin, des correspondances personnelles et le chantage à la redistri-bution des ondes hertziennes pour la radio libre qui nous abritait.

Le constat est unanime : dénoncer ne suffit pas. La prison est et restera un lieu de mort lente, le lobby pénitencier a la peau dure et l'expression intérieure butte sur ces constatations. Aussi après les mutineries du printemps 85, la mort d'Alain Pinol sur les toits de Fresnes, avons-nous remis en cause notre démarche. Pour ne pas se contenter de renvoyer comme un écho aux détenu(e)s ce qu'ils dénoncent eux-mêmes, illusionner sur le rapport de force que l'on peut constituer, pour ne pas rester non plus spectateurs, sans pour autant s'épuiser en échange de concessions mineures, nous avons fait de notre revue un outil de communication, d'ingérence de la population carcérale dans les débats de la société civile.

Notre objectif : parvenir à faire de la question de la prison (de ce qui y mène), un problème de premier ordre qui concerne toute la société, une question incontournable, ainsi constituer un courant d'opinion contre la prison et gagner sur la politique carcérale.

Pour ce faire, il fallait d'abord sortir du ghetto dans lequel notre équipe s'était enfermée et surtout était enfermée par les autres et aussi sortir du discours incantatoire, d'où notre participation à l'émergence de moments de lutte au niveau local et/ou national.

Ainsi à travers notre activité au sein du Collectif contre les centres de rétention, il nous a fallu montrer qu'on pouvait rompre avec l'idée que la prison et l'expulsion sont des fatalités en s'immissant dans les brêches que laissaient ouvertes les textes, en créant des réseaux capables de jouer sur les fameuses garanties de représentation qui manquent fortement à cette population ciblée par la justice!

Lors du mouvement étudiant, porteur d'un fort désir de justice sociale et ce à l'heure où Chalandon annonçait la construction de nouvelles prisons, nous nous sommes ingérés dans les débats à ce sujet, une motion aux Etats Généraux faisait état de notre refus de cette loi. Rappelons aussi que lors de l'enterrement de Malik Oussekine, des détenus en France observaient

une journée de refus de plateau.

- Aussi, aujourd'hui, au sein du mouvement des chômeurs nous avons croisé le fer avec le juge d'instance lors d'expulsions de logement et par ce biais dénoncé concrètement combien les droits pour une large frange de la population sont devenus formels tant ils sont liés

Nous menons campagne pour le droit à un revenu garanti pour tous, cette revendication peut aussi être celle du monde carcéral, au titre de prévention de la délinquance, (la pauvreté est un délit, le vagabondage toujours sanctionné), de la réinsertion (le salaire social permettrait au sortant de prison d'appréhender, en toute autonomie, sa resocialisation!) et même durant le temps de détention, le chômage touche la population pénale qui a besoin de ressources pour répondre à ses besoins élémentaires (papiers, timbres, cigarettes, nécessaires de toilette et produits d'entretien se vendent !) et ne pas dépendre de son entourage familial (quand les liens ne sont pas rompus) déjà durement touché par la situation!

Ceci ne nous fait pas pour autant oublier les revendications immédiates des détenu(e)s et le soutien nécessaire à y apporter. Un contre poids existe à l'extérieur, une contre opinion s'exprime. La censure ne nous empêche pas de continuer à vivre, vous pouvez nous aider en contribuant au débat qui nous anime, en faisant circuler le journal à l'extérieur mais aussi à l'intérieur quand c'est possible!

> "OTAGES" BP 3759651 Villeneuve D'Ascq Cédex Tél.: 20.91.68.20

Témolgnage (suite)

tous question longueur de peine ; et le ras-le-bol unanime des prisonniers qui n'ont plus d'espoir puisque les conditionnelles sont systématiquement rejetées : on verra bien ce que ça donnera ; en tout cas, pour moi ça ne peut pas être mauvais; enfin ... hum! sait-on jamais ? Avec le Ministère, il faut se méfier ; on en sait quelque chose, depuis le temps qu'on a affaire à eux.

## LA REPUBLIQUE DES PRISONS

(...) "Pour ma part, j'essaye de resituer le débat sur un front unitaire de résistance à la répression pénitentiaire. Et l'actualité rejoint actuellement le discours critique que j'ai développé ces dernières années à propos des stratégies modernes de la concentration. Le front de lutte s'est déplacé sur le débat de fond. C'est à dire contestation fondamentale de la prison même et surtout dans ses structures modernes. Le débat était précédemment aliéné totalement à la réalité de Fleury, Fresnes et les Baumettes. L'Etat a répondu aux questions de la surpopulation, de l'insalubrité par la promesse d'un grand plan immobilier accéléré par un financement privé. En cela l'Etat a fini par intégrer le discours réformiste démocrate du mieux-être matériel. L'Etat s'est imaginé ainsi réduire les arguments de ses détracteurs. Il n'en faudra pas plus pour des instances telles le Conseil de l'Europe. Mais pour les détenus, c'est tout autre chose. A mon avis, comme je le disais, les réalités de la résistance carcérale vont s'inverser de plus en plus ou prendre des formes nouvelles. Les M.A. avec les petites peines et les prévenus vont être de plus en plus absorbées dans l'ancienne stratégie des C.D. (stratégie socio-culturelle, sport, TV). Le ministère tente de plus en plus de pacifier les M.A. et va y réussir pour quelques années. Seulement l'imprévisible pour la place Vendôme était que cette stratégie arrivée à son top niveau dans les centrales et CD perde de son efficacité à la longue. Et que d'un autre côté les détenus allaient devenir de plus en plus exigeants car entrés dans un cycle et une logique de croissance dans la consommation. Cela crée de nouvelles exigences et banalise très vite l'acquis matériel. Maintenant les revendications se recentrent sur des questions prioritaires, la peine, sa longueur. Et puis la TV voulue comme instrument d'aliénation fait aussi entrer la vie dans les prisons par le relais de l'image. Le jouet TV va finir par générer un plus de revendications. Les détenus accepteront en effet de moins en moins d'être les spectateurs d'une vie qui défile en continu devant leurs yeux avides. St Maur et Ensisheim constituent

## UNE PENSEE SUR LE TRAVAIL SOCIAL A CREER. lignes directrices de l'association Paroles Et Pratiques Sociales et de la revue PEPS

Quelle peut être la place d'une revue de Travailleurs sociaux dans la réflexion sur le social? Parler du sens de la démarche de la revue PEPS et de l'association qui l'édite nécessite de prendre en compte le contexte dans lequel intervient le Travail Social. Le Travail Social a toujours été concu comme un échelon d'application des directives institutionnelles et politiques. La reconnaissance des Travailleurs Sociaux s'arrête bien souvent aux limites d'une technique professionnelle. Quand on fait état de la réflexion sur le social, on parle de Psychologie, de Sociologie, jamais de Travail Social. Les Travailleurs Sociaux n'auraient-ils donc pas de production intellectuelle, simplement une technique de travail? Pourtant leur pratique quotidienne les amènent à engranger une formidable connaissance du social

Bien sur des initiatives intéressantes existent dans des institutions ou sur certains quartiers où peut s'accomplir un travail inter-partenaire. Mais au delà de l'évaluation inscrite dans les bilans d'activité, il y a peu de tentative de théorisation de l'action des Travailleurs Sociaux et du rapport du Travail Social au Social

PEPS part du postulat que la prise en compte du rôle des Travailleurs Sociaux dans le champ social implique l'existence d'une pensée du Travail Social: il ne peut avoir de reconnaissance et d'autonomie relative dans l'action s'il n'existe pas au préalable la création d'une pensée autonome

L'articulation d'une pensée du Travail Social peut être constituée par la compréhension du mode d'interaction entre la pratique des Travailleurs Sociaux et le Social auprès duquel ils interviennent. Il s'agit donc de comprendre en premier lieu les dynamiques sous-jacentes à cette interaction: comment le social agit sur lui même et l'implication des Travailleurs Sociaux dans ce cadre. Ainsi ne pourrait-il avoir de pensée du Travail Social sans une pensée sur le Social en mouvement

La formation initiale des Travailleurs Sociaux ne concourent pas à l'élaboration de cette pensée. Même si les programmes sont actualisés au gré des nouvelles politiques sociales, ils sont d'abord constitués, sous la forme d'Unités de Formation, d'une pincée de Psychologie, de Sociologie, d'Economie, le tout placé dans le contexte d'une intervention professionnelle où sont mises en avant les diverses techniques de cette intervention

La formation amputée d'une réflexion sur elle même ne particpe que très peu à une pensée originale du Travail Social A l'éclatement de la formation initiale des Travailleurs sociaux correspond l'éclatement des professions et des appartenances institutionnelles. Un regroupement pour un travail horizontal par rapport à des objectifs s'avère d'autant plus difficile alors que se développent les préoccupations uniquement catégorielles ainsi que le jargon à travers lequel l'écriture de la pratique devient illi-

Les Travailleurs sociaux intéressent le décideur ou le politique dans la mesure où ils permettent d'assurer une certaine paix sociale dans les bassins d'emplois destructurés ou auprès de certaines catégories spécifiques de la population . Leur pratique contribue à remplir la vitrine de l'action sociale qu'ils

cherchent à faire valoir

Ceci est compréhensible dans la logique politique et institutionnelle. Le problème est que les Travailleurs sociaux n'élaborent pas une autre logique qu'ils pourraient opposer afin de négocier

Les Travailleurs sociaux se trouvent alors face à des situations parfois inextricables, souvent aber-

Alors que la communication constitue la base de leur pratique, ces derniers n'arrivent pas conceptualiser et donc communiquer la formidable connaissance qu'ils ont accumulée au cours de cette pratique quotidienne

Alors qu'ils sont le premier maillon de l'action sociale, leurs formes d'intervention sont un héritage du passé face aux exigences actuelles et l'évolution de la pensée politique du social Les Travailleurs sociaux se disent écartelés, incompris. Il y a ce fameux malaise dont ont parlait avant même les ravages de la crise économique

Malaise doublé d'une culpabilité bien entretenue pas l'employeur; celle du travail non accompli, du devoir non rempli. La crise qui traverse le Travail social est profonde. Elle est structurelle, non conjoncturelle même si la crise économique l'a exacerbée

On devine l'enjeu et le défi que constitue l'élaboration d'une pensée du Travail Social

Les Travailleurs Sociaux sont à l'articulation des politiques préventives, curatives ou coercitives. La mise en place d'une pensée sur la pratique des Travailleurs Sociaux en rapport avec le social changerait l'idée des questions cruciales qui traversent la société; un autre regard serait posé sur la délinquance, la toxicomanie, la détention, la précarité, l'immigration...

Prenons l'exemple d'actualité du revenu minimum garanti où le principe du droit au travail s'est transformé dans le texte de loi en une allocation dont les Travailleurs Sociaux seront chargés d'en contrôler les conditions d'accès. N'avaient-ils pas autre chose à faire que le contrôle social de la précarité ? Encore aurait-il fallu qu'ils prennent la parole! Se donner les moyens pour construire cette pensée, c'est ouvrir un espace de confrontation et d'échange des idées par rapport aux pratiques; organiser des cycles de formations par rapport aux questions qui préoccupent les travailleurs sociaux et traversent le social

Des outils de réflexion sont à notre disposition tel que l'Analyse Institutionnelle, l'Ethno-méthodologie, la Communication Sociale

La revue PEPS support de confrontation et de divulgation existe et est à utiliser. Elle constitue déjà une forme d'action et un reflet des mutations de la

Cette démarche est à approfondir, c'est le but de l'assemblée générale de l'association Paroles Et Pratiques Sociales qui se déroulera le samedi 5 novembre

Pour recevoir le programme de cette journée. Téléphoner ou écrire à PEPS - 8 impasse des Trois Soeurs - 75011 PARIS

Témoignage (suite)

'introduction de cette nouvelle vague de luttes qui va embraser les goulags de l'hexagone. La prise de conscience est élevée et s'exprime parfaitement dans la destruction systématique de toutes les structures constitutives de la prison, y compris bien sur le dispositif socio-éducatif, culturel et sportif, arsenal moderne de la contre-insurrection et justification ou alibi de la social-démocratie.

Bientôt les élections et le vieux débat dur l'amnistie. Rien ne sera accordé aux exclus sans lutte féroce. L'espoir réside exclusivement dans l'organisation de ces luttes qu'il importe de souder dans un front unitaire de résistance. La prison est le lieu central de l'oppression, c'est pour les forces de répression un terrain d'entraînement, un laboratoire où sont expérimentées les méthodes nouvelles de contrôle social.

Alors il y a deux options, la fuite par le biais d'une amnistie négociée ou la construction d'un front unitaire de résistance, unitaire parce que centré et animé par un seul impératif : la destruction à cours terme de la prison. Le débat sur l'aménagement des conditions de détention n'a plus lieu d'être. On ne compose pas, on ne négocie pas le droit inaliénable de vie pour chacun(e). Négocier sur l'isolement ce sera encore demain voir les QHS transformés en QI, en MCEL, en QISR, en QSR ou en QPGS. On ne peut transiger sur l'aménagement de la torture. On doit la refuser, point final. On a rien à demander, on a tout à prendre. Les détenus le savent d'ailleurs, les seuls acquis qu'ils peuvent espérer seront pris par la force. L'été est proche et sera forcément chaud. les reclus voteront à leur manière contre la république des prisons. De Muret, le 24.04.88

BIBLIOGRAPHIE

RECHERCHE SUR LE SYSTEME PENITENTIAIRE

Foucault M. "Surveiller et Punir", Ed Minuit.

Perrot M. "L'impossible prison", Ed Seuil.

Buffard S. "le froid pénitentiaire", Ed Seuil.

Briggs D. "Fermer les prisons", Ed Seuil.

Hulsman L. "Peines perdues", Ed Le centurion.

Gottraux M. "Prisons, Droit Penal : le Tournant ?", Ed

CONDITIONS DE DETENTION

Knobelpiess "QHS"

- Conseil Economique et Social " Rapport sur le travail

pénitentiaire" (1987). - Erthel C. Leguay C. "Prisonnières". - Isabelle D. "A demain ou dans 15 ans", Table ronde. Monnereau A. "La castration pénitentiaire", Ed.

Lumière et Justice. Actes "La prison autrement", Nº45-46. JUSTICE

- Vergès J. "Stratégie judiciaire", Ed Minuit.
 - Vergès J. "Pour en finir avec Ponce Pilate", Ed Le pré

aux clercs.
- Levy T. "Le crime en toute impunité", Ed. Grasset.
- Autin Monsat "Un juré en marge - 3 semaines de pro-

Ces Mesrine", Ed Hots.

Joyeux F. "La défense libre au Tribunal", Ed Vrac.

Collard G. "En danger de justice", Ed Denoel.

Peju S. "Palais de Justice", Ed Seuil.

APPROCHE DE LA DELINOUANCE

Dubet F. "La galère : jeunes en survie", Ed. Fayard,
 Livrozet S. "De la prison à la révolte", Mercure de

- Lesage de la Haye J. "La machine à fabriquer les délin-quants", Ed Lesage de la Haye.

- Annales de Vaucresson "Politique de prévention et action sociale", Nº 24 CRIV.

Pour "Des jeunes sous surveillance", Ed. Privat.

## **OFFRE SPECIALE**

Votre abonnement vous permet de commander gratuitement un ancien numéro

EDUCATEURS SPECIALISES ET MAL D'IDENTITE n° 5: Le mal d'identité d'une profession mystifiée: les éducateurs NUMERO SPECIAL SUR LES MUTATIONS DANS LE TRAVAIL SOCIAL nº10 . Assistants sociaux, éducateurs, animateurs et formateurs ont écrit sur l'avenir du social LES ELUS FACE AU SOCIAL : CONCURRENTS OU PARTENAIRES? n° 11: Travail social en Inde et en France / Justice et secret professionnel SYNDICATS, ASSOCIATIONS: QUELLES REPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL? n° 12: L'insertion douce / Quelavenir pour la désectorisation? Militants ou fonctionnaires? POLITIOUE SOCIALE ENVERS LES IMMIGRES: A PARIS, LES T.S. SE MOBILISENT n°13: Du centre d'accueil et d'orientation au placement familial / Réflexion éducative en milieu ouvert TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE n° 14 Educateur : le métier fou, le métier doux / L'Epargne morale : nouvel outil du travail social nº15/16 NUMERO SPECIAL INTER-ASSOCIATIF: "A PROPOS DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES" "Chômage, loisirs et économie sociale" / "Autre regard pour la relation éducative" / "Travailleurs sociaux, acteurs de l'avenir du social". n° 17: PARTIS POLITIQUES ET TRAVAIL SOCIAL Banlieues 89, des réponses de R. Castro / Rapports psys-T.S. n° 19: SOYONS CREATIFS! Quelle insertion par l'économique? / L'avenir de l'éducation surveillée / Les centres de loisirs en milieu ouvert TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAIL POUR LA PAIX n° 20: Formation en marketing social / Nouvelles des travailleurs sociaux acadiens / L'image de l'A.S. en entreprise n° 21: LES FORMATIONS INITIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX Approches de la toxicomanie / Les régies de quartier / La formation des T.S. au Canada LE DEVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL; 3 assistantes sociales sanctionnées à Paris. Travail en milieu psychia n°22: trique à Cuba. Service social et réhabilitation LE CODE DE LA NATIONALITE Les Réseaux en travail social, L'aide alimentaire à Los Angeles, La réforme du diplôme d'AS n° 23 NUMERO SPECIAL INTER-ASSOCIATIF sur la toxicomanie. Des travailleurs sociaux et des chercheurs s'expriment, mettant à n° 24: disposition du lecteur des éléments théoriques et pratiqques. nº 25: TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX Répression des travailleurs sociaux au Chili; Insertion et emploi; La sécurité Sociale en question BON DE COMMANDE A renvoyer à PEPS, 8, impasse des Trois Soeurs, 75011 PARIS Code postal : ...... Ville : ..... Profession: JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT ANNUEL AU BIMESTRIEL PEPS • SOUTIEN (220F.) Individuel (125F. pour six numéros) Institutionnel (180F.) MON ABONNEMENT ME PERMET DE COMMANDER GRATUITEMENT LE NUMERO ... JE PEUX EN PLUS COMMANDER LES NUMEROS SUIVANTS: Nos simples (30F. port payé) .....F Numéro spécial (35F. port payé)